

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 25

24 mai 1966

SOMMAIRE

Règlement grand-ducal du 13 mai 1966 modifiant et complétant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ...	438
Grossherzogliches Reglement vom 13. Mai 1966, welches den grossherzoglichen Beschluss vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen abändert und ergänzt	457

Règlement grand-ducal du 13 mai 1966 modifiant et complétant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, modifiée et complétée par celle du 2 mars 1963;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, modifié par les arrêtés grand-ducaux des 23 décembre 1955, 29 juin 1956, 31 décembre 1956, 25 juin 1957, 27 décembre 1957, 5 mars 1958, 25 septembre 1959, 30 avril 1960, 28 juillet 1960 et 24 novembre 1960, ainsi que par les règlements grand-ducaux des 24 avril 1962, 7 mai 1963, 23 juillet 1963, 11 avril 1964, 26 mars 1965, 25 juin 1965, 7 septembre 1965 et 22 décembre 1965;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Vu les modifications apportées dans la suite au texte gouvernemental;

Vu le nouvel article 17 ainsi que les articles 3, 5, 6 et 13 modifiés depuis l'avis du Conseil d'Etat;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre ministre des transports, de Notre ministre des travaux publics, de Notre ministre du trésor, de Notre ministre des affaires étrangères, de Notre ministre de la justice, de Notre ministre de l'intérieur et de Notre ministre de la force armée et après délibération du gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. L'article 23 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Les véhicules automoteurs, à l'exception des machines, et les remorques doivent être munis de bandages pneumatiques présentant sur toute leur surface de roulement des sculptures apparentes. En outre, ces bandages pneumatiques ne doivent comporter sur leurs flancs aucune déchirure profonde.

Il est défendu de se servir d'un véhicule automoteur ou d'une remorque muni de pneumatiques défectueux ou de les laisser en circulation. »

Art. 2. L'article 51 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Il est interdit de transporter à l'aide d'un véhicule automoteur ou d'une remorque, à l'exception des véhicules de l'Armée:

1° des personnes sur les parties extérieures du véhicule.

Cette disposition ne s'applique pas aux véhicules servant à un usage public spécial à condition que la vitesse de ces véhicules ne dépasse pas 25 km/heure;

2° des personnes autrement que sur des places assises et des sièges spécialement aménagés et fixés, inscrits sur la carte d'immatriculation, ou bien sur des couchettes et des brancards inscrits sur la carte d'immatriculation. Les places assises et les sièges doivent être munis d'un dossier solide. A chaque place ou siège doivent correspondre soit des repose-pieds, soit une partie de la carrosserie du véhicule et de ses accessoires permettant aux personnes transportées d'appuyer les pieds. Les prescriptions du présent alinéa ne s'appliquent pas au cas de transports d'enfants de moins de six ans qui comptent néanmoins pour le calcul des places ou sièges.

Des places debout sont autorisées sur les véhicules servant à un usage public spécial et les véhicules effectuant à l'intérieur des agglomérations des transports de cruches à lait à partir des laiteries, ou vers celles-ci, à condition que la vitesse de ces véhicules ne dépasse pas 25 km/heure. Des places debout sont également autorisées dans les autobus et autocars, à condition qu'aux endroits réservés aux places debout, la hauteur entre le plancher et le plafond soit au moins de 180 cm. Le nombre des places debout est inscrit sur la carte d'immatriculation;

3° un nombre de personnes supérieur au nombre de places, sièges, couchettes et brancards inscrit sur la carte d'immatriculation.

Les sièges et places assises doivent avoir une largeur de 40 cm au moins pour chaque personne transportée et de 60 cm au moins pour le conducteur. S'il s'agit d'un tracteur agricole, d'un tracteur industriel ou d'une machine, il suffit que le siège du conducteur ait une largeur de 40 cm au moins ou soit en forme de selle. Les prescriptions du présent alinéa ne s'appliquent pas aux motocycles.

Les couchettes et brancards doivent avoir une largeur de 40 cm au moins pour chaque personne transportée.

Les enfants au-dessous de 14 ans ne comptent que pour moitié.

Les prescriptions sub 2° ne s'appliquent pas aux véhicules destinés au transport de choses qui assurent occasionnellement le transport de personnes assises ou allongées sur le plancher de la caisse, sous condition que le nombre de ces personnes n'excède pas quatre, que la surface libre du plancher soit de 0,50 m² au moins par personne transportée, que la caisse soit fermée par quatre parois, hautes de 30 cm au moins et que les chargements soient disposés de manière à offrir toute garantie pour la sécurité des personnes ainsi transportées. L'inscription de ces places est faite sur la carte d'immatriculation sous la désignation de places sur le plancher de la caisse.

Le transport de personnes autrement que sur des places et sièges inscrits sur la carte d'immatriculation est autorisé, sous réserve d'une assurance spéciale, sur le véhicule-balai opérant à l'occasion d'une épreuve sportive et sur les véhicules participant à des cortèges aux conditions à imposer dans chaque cas par le ministre des transports.

Les propriétaires et les conducteurs des véhicules, servant au transport rémunéré de personnes et non couverts par une police d'assurance garantissant ce genre de transport, sont passibles des peines prévues à l'article 10 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques. »

Art. 3. L'article 62 modifié sub c) de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« c) Sauf dispense à accorder par le ministre des transports, les numéros d'immatriculation avant et arrière des véhicules appartenant à l'Etat, doivent être précédés de la lettre latine A en couleur blanche sur la même plaque avec les mêmes dimensions que les chiffres. Toutefois, pour les plaques d'identité des véhicules de la Protection Civile, la lettre A prémentionnée est remplacée par un signe distinctif spécial à déterminer par les ministres des transports et de l'intérieur. »

Art. 4. L'article 71 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Tout militaire qui conduit un véhicule automoteur de l'Armée, doit exhiber sur réquisition:

- 1° son permis de conduire militaire valable pour le véhicule conduit;
- 2° la fiche caractéristique du véhicule.

Toutefois, si le véhicule automoteur de l'Armée est conduit par un conducteur civil, celui-ci doit être titulaire d'un permis de conduire valable conforme aux prescriptions des articles 76 et 86. Le conducteur doit exhiber ce permis de conduire sur réquisition. »

Art. 5. L'article 72 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Tout véhicule ou ensemble de véhicules couplés en mouvement doit avoir un conducteur.

Ce conducteur doit être en état de conduire et posséder les qualités physiques et morales requises ainsi que les connaissances et l'habileté nécessaires. Il doit être constamment en mesure d'effectuer toutes les manoeuvres qui lui incombent et avoir constamment le contrôle du véhicule qu'il conduit.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa qui précède et sauf dispense à accorder par le ministre des transports dans des cas exceptionnels, il est interdit à tout conducteur de conduire pendant plus de neuf heures au cours de toute période de 24 heures ou de conduire endéans les douze heures qui suivent son tour de service dans sa profession principale:

- 1° un véhicule automoteur destiné au transport de choses et dont le poids total maximum autorisé est supérieur à 3.500 kg;
- 2° un autobus ou un autocar;
- 3° un taxi ou une voiture de location.

Aucun conducteur ne doit conduire un des véhicules visés sub 1°, 2° et 3° ci-dessus pendant une période continue de plus de quatre heures et demie. La période de conduite est considérée comme continue, à moins qu'il n'y ait une interruption continue d'au moins 30 minutes.

Il est interdit aux conducteurs des véhicules automoteurs énumérés à l'article 86 ainsi qu'aux instructeurs de consommer des boissons alcooliques pendant la durée de leur service.

Il est interdit à toute personne qui se trouve sous l'influence de l'alcool ou de toxiques de conduire un véhicule ou des animaux sur la voie publique.

Pareillement, il est interdit à tout propriétaire ou détenteur d'un véhicule de faire ou de laisser conduire ce véhicule par une personne ne répondant pas aux conditions fixées au présent article. »

Art. 6. L'article 74 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Il est défendu à des enfants de moins de 8 ans de conduire un troupeau sur la voie publique et aux propriétaires de troupeaux de les faire ou laisser conduire par des enfants de moins de 8 ans.

Il est défendu à des enfants âgés de moins de 10 ans de conduire un cycle ou un attelage sur la voie publique et aux propriétaires de cycles ou d'attelages de les faire ou laisser conduire par des enfants de moins de 10 ans.

Peuvent cependant conduire un cycle, les enfants âgés de plus de 6 ans s'ils sont accompagnés d'une personne âgée de 15 ans au moins ou s'ils se rendent à l'école ou à l'église, pour autant que la distance simple est de plus d'un kilomètre et qu'il n'existe pas de moyen de transport public.

L'âge minimum est fixé à 16 ans pour la conduite d'un véhicule automoteur d'infirme, d'un motocycle léger et d'un tracteur agricole qui circule dans un rayon de 15 km de la ferme.

Il est défendu à tout propriétaire d'un motocycle léger de faire ou de laisser conduire son véhicule par une personne qui n'est pas titulaire du permis de conduire requis. Pareillement, il est interdit à tout conducteur d'un motocycle léger de faire ou de laisser conduire le véhicule qui lui a été confié, à l'insu du propriétaire, par une personne qui n'est pas titulaire du permis de conduire requis.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, nul ne peut conduire sur la voie publique, s'il n'est âgé de 18 ans au moins:

- 1) un motocycle;
- 2) un véhicule automoteur destiné au transport de personnes et comprenant moins de 10 places assises entières, y compris la place du conducteur;
- 3) un véhicule automoteur destiné au transport de choses et dont le poids total maximum autorisé est égal ou inférieur à 3.500 kg;
- 4) un tracteur industriel d'un poids propre égal ou inférieur à 3.500 kg;
- 5) un tracteur agricole;
- 6) une machine automotrice.

Le minimum d'âge est fixé à 20 ans pour la conduite:

- a) d'un taxi ou d'une voiture de location;
- b) d'un véhicule automoteur destiné au transport de choses et dont le poids total maximum autorisé est supérieur à 3.500 kg;
- c) d'un tracteur industriel d'un poids propre supérieur à 3.500 kg.

Le minimum d'âge est fixé à 21 ans pour la conduite d'un autobus ou d'un autocar.

Toutefois, l'âge minimum, fixé à 20 ans pour la conduite des véhicules automoteurs énumérés sub a) à c) ci-dessus et à 21 ans pour la conduite d'un autobus ou d'un autocar, est réduit de six mois pour les candidats qui font l'apprentissage de la conduite de ces véhicules sous l'assistance d'un instructeur agréé. L'examen pratique n'est cependant pas reçu avant l'âge minimum fixé aux deux alinéas qui précèdent. »

Art. 7. L'article 75 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Tout conducteur d'un véhicule automoteur soumis à l'immatriculation au Grand-Duché doit être titulaire d'un permis de conduire valable correspondant au genre de véhicule qu'il conduit. Il en est de même pour tout conducteur d'un motocycle léger, si ce conducteur a son domicile ou sa résidence principale au Grand-Duché.

Les permis de conduire sont délivrés par le ministre des transports ou son délégué.

Le permis de conduire est muni de la photographie du titulaire et porte un numéro d'ordre, la signature du ministre des transports ou de son délégué, ainsi que la signature du titulaire. Il reproduit les indications suivantes: nom, prénoms, lieu et date de naissance, profession, domicile, nom et prénoms de l'époux, s'il s'agit d'une femme mariée ou veuve, ainsi que la date de la délivrance, la date de la fin de la validité et les catégories pour lesquelles il est valable.

Il peut porter en outre des mentions d'extension ou de restriction.

Les interdictions judiciaires de conduire et les décisions administratives de retrait sont mentionnées sur le permis de conduire.

Quant à l'acuité visuelle et au champ visuel, les conditions minima à remplir pour l'obtention, la détention ou le renouvellement des permis de conduire des différentes catégories sont les suivantes:

Catégorie du permis de conduire	acuité pour chaque oeil pris séparément	borgne ou amblyope avec une acuité égale ou inférieure à 0,1	champ visuel	causes éliminatoires	remarques
1	2	3	4	5	6
A	0,5/0,2 avec ou sans correction	0,8 avec ou sans correction	champ visuel normal d'un oeil ou champ visuel binoculaire équivalent;	acuité visuelle ne répondant pas aux critères énoncés; aphakies uni- ou bilatérales lorsque l'oeil le meilleur n'a pas une acuité égale ou supérieure à 0,8 et un champ visuel normal; cécité nocturne; diplopie;	sub 3: le candidat dont l'acuité visuelle est suffisante sans correction, doit néanmoins porter des lunettes protectrices;
B	0,6/0,3 avec ou sans correction	0,8 avec ou sans correction	champ visuel normal d'un oeil ou champ visuel binoculaire équivalent;	acuité visuelle ne répondant pas aux critères énoncés; aphakies uni- ou bilatérales lorsque l'oeil le meilleur n'a pas une acuité égale ou supérieure à 0,8 et un champ visuel normal; cécité nocturne; diplopie;	
C	0,8/0,8 ou bien 0,7/0,9 avec ou sans correction	0,8 sans correction	champ visuel normal d'un oeil ou champ visuel binoculaire équivalent;	acuité visuelle ne répondant pas aux critères énoncés; aphakies uni- ou bilatérales lorsque l'oeil le meilleur n'a pas une acuité égale ou supérieure à 0,8 et un champ visuel normal; cécité nocturne; diplopie; daltonisme ou achromatopsie; lagophtalmie et ptosis uni- ou bilatéraux;	en cas de daltonisme, une épreuve pratique décidera de l'octroi ou du refus du permis de conduire; en cas d'aphakie uni- ou bilatérale, le permis n'est délivré que si le candidat a déjà une expérience dans cette catégorie;
D	0,8/0,8 ou bien 0,7/0,9 ou bien 0,6/1,0 sans correction	inapte	champ visuel binoculaire normal;	acuité visuelle ne répondant pas aux critères énoncés; aphakies uni- ou bilatérales; cécité nocturne; diplopie; daltonisme ou achromatopsie; strabisme alternant; lagophtalmie et ptosis uni- ou bilatéraux;	

Catégorie du permis de conduire	acuité pour chaque oeil pris séparément	borgne ou amblyope avec une acuité égale ou inférieure à 0,1	champ visuel	causes éliminatoires	remarques
1	2	3	4	5	6

E les conditions minima et les causes éliminatoires sont les mêmes que celles prévues pour la catégorie du véhicule tracteur pour lequel le permis est sollicité ou établi;

F	0,4/0,1 ou bien 0,3/0,2 avec ou sans correction	0,6 avec ou sans correction	champ visuel normal d'un oeil ou champ visuel binoculaire équivalent;	acuité visuelle ne répondant pas aux critères énoncés; aphakies uni- ou bilatérales lorsque l'oeil le meilleur n'a pas une acuité égale ou su- périeure à 0,6 et un champ visuel normal; cécité noc- turne; diplopie;	
---	---	-----------------------------------	--	--	--

Les permis de conduire des personnes qui ne satisfont aux critères énoncés ci-dessus qu'après correction par des verres appropriés, portent la mention restrictive « seulement valable avec verres correcteurs ». Pour le cas où cette mention n'est pas nécessaire, le permis de conduire de la catégorie A, sub 1 et 4, qui est délivré à une personne borgne ou amblyope, porte la mention restrictive « seulement valable avec lunettes protectrices ».

Sur avis motivé de la commission spéciale prévue à l'article 89, le ministre des transports peut déroger dans des cas exceptionnels aux normes établies au présent article en vue d'accorder des autorisations individuelles avec d'autres restrictions éventuelles.»

Art. 8. L'article 76 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Les permis de conduire comprennent les catégories suivantes:

Catégorie A.

1. Motocycles avec ou sans side-car;
2. véhicules automoteurs d'infirmités;
3. véhicules automoteurs à 4 roues et dont le poids propre est inférieur à 400 kg;
4. motocycles légers.

Ce permis est seulement valable pour les véhicules spécialement désignés de cette catégorie.

Néanmoins, le permis de conduire de la catégorie A, sub 1 est également valable pour la catégorie A, sub 4.

De plus, le permis de conduire de la catégorie A est valable pour traîner un véhicule dont le poids total est inférieur à 150 kg.

Catégorie B.

1. Véhicules automoteurs destinés au transport de personnes et comportant moins de 10 places assises entières, y compris la place du conducteur, sous réserve des prescriptions des articles 83, 85, 86 et 176;
2. véhicules automoteurs destinés au transport de choses et ayant un poids total maximum autorisé égal ou inférieur à 3.500 kg;
3. machines automotrices;
4. tracteurs industriels d'un poids propre égal ou inférieur à 3.500 kg.

Ce permis est seulement valable pour les véhicules spécialement désignés de cette catégorie et pour la catégorie A, sub 3 et 4 et la catégorie F, ainsi que pour traîner une remorque dont le poids total maximum autorisé ne dépasse pas 750 kg.

Catégorie C.

1. Véhicules automoteurs destinés au transport de choses et dont le poids total maximum autorisé est supérieur à 3.500 kg, quel que soit le nombre de personnes transportées à l'aide de ces véhicules, sous réserve des prescriptions des articles 83, 85, 86 et 176;
2. tracteurs industriels d'un poids propre supérieur à 3.500 kg.

Ce permis est seulement valable pour les véhicules spécialement désignés de cette catégorie et pour la catégorie A, sub 3 et 4 et la catégorie F, ainsi que pour traîner une remorque dont le poids total maximum autorisé ne dépasse pas 750 kg. Le permis de conduire de la catégorie C, sub 1 est valable en outre, pour toute la catégorie B et le permis de conduire de la catégorie C, sub 2, est valable pour la catégorie B, sub 3 et 4.

Catégorie D.

Autobus et autocars, sous réserve des prescriptions des articles 83, 85, 86 et 176.

Ce permis est également valable pour les catégories A, sub 3 et 4, B, C et F, ainsi que pour traîner une remorque dont le poids total maximum autorisé ne dépasse pas 750 kg.

Catégorie E.

Remorques ou semi-remorques dont le poids total maximum autorisé est supérieur à 750 kg.

Ce permis n'est délivré que pour autant que le conducteur est titulaire du permis de conduire requis pour la conduite du véhicule-tracteur.

Catégorie F.

Tracteurs agricoles.

Ce permis est également valable pour la catégorie A, sub 4.

Art. 9. Le premier alinéa de l'article 78 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Toute personne non domiciliée au Grand-Duché de Luxembourg, qui est titulaire et porteur d'un permis de conduire étranger valable, civil ou militaire, est autorisée à conduire pendant une durée maximum de trois mois un véhicule automoteur immatriculé au Grand-Duché, à condition que la catégorie du permis de conduire étranger corresponde à celle du permis de conduire luxembourgeois prescrit pour la conduite de ce véhicule. Un permis international de conduire valable suffit, si le pays étranger ne délivre pas de permis de conduire national.

Toutefois, le permis de conduire étranger et le permis international de conduire ne sont pas valables pour la conduite des véhicules automoteurs énumérés au deuxième alinéa de l'article 86. »

Art. 10. L'article 79 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Le remplacement d'un permis de conduire luxembourgeois périmé se fait sur la production des pièces spécifiées à l'article 80, sub 1°, 2°, 3° et 5°.

Toutefois, si le permis de conduire est périmé depuis plus de 12 mois, le titulaire doit en outre se soumettre à l'examen théorique et pratique.

Si l'intéressé subit à cet examen un échec, même partiel, il doit faire un apprentissage de quinze jours au moins sous l'assistance d'un instructeur agréé. Dans ce cas l'instructeur doit assister à l'examen de son candidat. »

Art. 11. L'article 80 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Pour obtenir le permis de conduire, l'intéressé doit présenter au ministre des transports une demande contenant ses nom, prénoms, profession, lieu et date de naissance ainsi que le lieu de son domicile. La demande qui est présentée par une femme mariée ou veuve doit contenir, en outre, les nom et prénoms de l'époux.

La demande doit être appuyée par les pièces suivantes:

- 1° une photographie récente de 45/35 mm sur papier souple, la tête prise de face, ayant au moins 20 mm de hauteur;
- 2° un certificat médical récent répondant aux conditions à fixer par arrêté ministériel et attestant que le candidat présente les aptitudes physiques et mentales requises;
- 3° un extrait récent du casier judiciaire, sous réserve des prescriptions des trois derniers alinéas du présent article;
- 4° une attestation d'une police d'assurance couvrant les sinistres causés par l'intéressé pendant la période d'apprentissage et de l'examen pratique ou un certificat de l'instructeur stipulant que l'apprentissage se fera sur son véhicule dûment assuré;
- 5° une pièce attestant le paiement de la taxe spéciale prévue par la réglementation afférente.

Pour la conduite d'un véhicule muni d'un moteur à vapeur, la demande doit être appuyée, en outre, par une pièce attestant que l'intéressé possède des connaissances spéciales au sujet de l'emploi des appareils de sécurité équipant les générateurs à vapeur.

S'il s'agit d'un mineur non émancipé, la demande en obtention d'un permis de conduire doit être faite par la personne qui exerce le droit de garde sur ce mineur.

Un extrait du casier judiciaire n'est pas requis d'une personne qui n'a pas encore atteint l'âge de 18 ans.

Pour les personnes qui ont eu leur résidence normale à l'étranger, l'extrait du casier judiciaire peut être remplacé par un document officiel qui est suffisamment concluant pour faire admettre que ces personnes offrent les garanties morales nécessaires pour obtenir un permis de conduire.

Si la production de l'extrait du casier judiciaire demande un certain temps ou si une enquête judiciaire s'impose, un permis de conduire d'une durée de validité limitée à trois mois peut être délivré. »

Art. 12. L'article 81 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« En présentant la demande mentionnée au premier alinéa de l'article 80, le candidat au permis de conduire des catégories A, sub 3, B, sub 1 et 2, C, sub 1, D et de la catégorie E demandée en même temps que le permis de conduire d'une des catégories prémentionnées, reçoit un certificat d'apprentissage sous le couvert duquel il est autorisé à conduire, sous l'assistance d'un instructeur agréé, un véhicule de la catégorie correspondant à celle du permis de conduire sollicité. Le candidat doit exhiber ce certi-

ficat pendant la période d'apprentissage à toute réquisition des agents chargés du contrôle de la circulation. Le certificat d'apprentissage a une durée de validité de quatre mois. Il pourra être prorogé de deux mois, si le candidat n'a pas pu obtenir le permis sollicité dans le délai de validité du certificat.

Le candidat au permis de conduire des catégories A, sub 1 et 2, B, sub 3 et 4, C, sub 2, E, s'il s'agit d'une extension à cette catégorie, et de la catégorie F, reçoit une attestation de sa demande. Sous le couvert de cette attestation, il est autorisé à conduire, sans l'assistance d'un instructeur agréé, un véhicule correspondant à la catégorie du permis de conduire sollicité pour se préparer à l'examen prévu par l'article 82, à condition que ce véhicule soit couvert par une assurance spéciale. Le candidat doit exhiber ses attestations et assurance spéciale à toute réquisition des agents chargés du contrôle de la circulation. L'attestation a une durée de validité maximum de deux mois. Elle est également valable le jour de l'examen et autorise le candidat à se rendre au lieu de l'examen indiqué sur la convocation et à rentrer. L'attestation pourra être prorogée de deux mois au maximum, si le candidat n'a pas pu obtenir le permis sollicité dans le délai de validité de l'attestation. La prorogation est subordonnée à la production d'une assurance spéciale valable.

Au cours de la période d'apprentissage, il est interdit à tout candidat au permis de conduire de la catégorie A, sub 1 de transporter à l'aide des véhicules servant à l'apprentissage une deuxième personne.»

Art. 13. L'article 82 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« 1. Sauf ce qui est prescrit aux alinéas 12, 14, 15 et 16 ci-dessous, aucun permis de conduire n'est délivré sans examen préalable comprenant des épreuves théoriques et pratiques.

2. Les épreuves théoriques précèdent les épreuves pratiques et celles-ci n'ont lieu qu'en cas de réussite aux épreuves théoriques. Toutefois, en cas d'échec aux épreuves théoriques d'un candidat au permis de conduire des catégories B, sub 3 et 4, C, sub 2, E et F, les épreuves pratiques peuvent être reçues.

3. Les candidats sont examinés par un examinateur agréé par le ministre des transports. Toutefois, pour le permis de conduire « instructeur », les épreuves théoriques ont lieu devant une commission de trois membres au moins désignés par le ministre des transports.

4. Pour être admis à l'examen, le titulaire d'un certificat d'apprentissage doit justifier, par la remise à l'examineur de ce certificat, avoir fait un apprentissage d'un mois au moins sous l'assistance d'un instructeur agréé, titulaire du permis de conduire de la catégorie correspondant au genre de véhicules à conduire. L'apprentissage théorique s'étend sur au moins cinq leçons d'une heure et l'apprentissage pratique sur au moins dix leçons d'une heure. Toutefois, l'apprentissage théorique prémentionné n'est pas obligatoire pour le titulaire d'un certificat d'aptitude professionnelle dans le métier de chauffeur professionnel.

L'instructeur et le candidat doivent attester par l'apposition de leurs signatures sur le certificat d'apprentissage les jour et heure de l'apprentissage.

5. Pour être admis à l'examen, le candidat doit remettre à l'examineur l'attestation de sa demande et justifier avoir fait un apprentissage théorique de 8 jours au moins sous l'assistance d'un instructeur agréé. L'apprentissage théorique s'étend sur au moins trois leçons d'une heure. Toutefois, cet apprentissage théorique n'est pas obligatoire pour le candidat qui est déjà titulaire d'un permis de conduire.

6. Le ministre des transports peut accorder dans des cas exceptionnels ou lorsqu'il s'agit d'une extension d'un permis de conduire à une autre catégorie, des autorisations individuelles diminuant la durée de la période d'apprentissage et le nombre de leçons.

7. Avant les épreuves, l'examineur vérifie l'identité du candidat. Si l'examineur ou la commission spéciale prévue à l'article 89 a des doutes sur les facultés du candidat de conduire la nuit, il peut être procédé à une épreuve pratique de nuit.

8. L'examen pratique pour l'obtention des permis de conduire des différentes catégories doit être reçu sur un véhicule qui correspond à la catégorie du permis de conduire sollicité.

Toutefois, l'examen pratique pour l'obtention du permis de conduire « instructeur » de la catégorie B ou du permis de conduire « chauffeur professionnel » de la catégorie B doit être reçu sur un véhicule automoteur dont le moteur a une cylindrée de 1500 cm³ au moins et qui n'est pas muni d'un changement de vitesses automatique. L'examen pratique pour l'obtention du permis de conduire « instructeur » de la catégorie C ou D ou du permis de conduire « chauffeur professionnel » de la catégorie C ou D doit être reçu soit sur un véhicule automoteur destiné au transport de choses et dont le poids total maximum autorisé est supérieur à 5000 kg, soit sur un véhicule automoteur destiné au transport de personnes et comprenant 18 places assises entières au moins, strapontins exclus. Le siège avant du véhicule automoteur, destiné au transport de choses, doit offrir des places assises pour trois personnes au moins, conducteur compris.

9. Au cours des épreuves théoriques et pratiques, l'examineur remplit un bulletin d'examen conforme à un modèle agréé par le ministre des transports.

10. A la fin des épreuves, l'examineur dresse procès-verbal sur le résultat de l'examen et délivrée un permis de conduire provisoire s'il juge suffisantes les connaissances du candidat. Ce permis de conduire provisoire a une durée de validité de six mois.

11. Le permis de conduire définitif est délivré par le ministre des transports ou son délégué sur le vu du procès-verbal attestant que les connaissances du candidat sont suffisantes.

12. Le détenteur d'un permis de conduire étranger ou le titulaire d'un permis de conduire militaire valable qui sollicite un permis de conduire de la catégorie A, B, C, D, E ou F, est dispensé de la production des pièces spécifiées à l'article 80 sub 4°. Le permis de conduire sollicité peut lui être délivré sans examen, pourvu que les conditions d'âge fixées à l'article 74 soient remplies. Si le permis de conduire étranger est périmé depuis plus de douze mois, le détenteur doit se soumettre à un examen théorique et pratique.

Le candidat ayant eu son domicile antérieur en Belgique et qui n'est pas détenteur d'un permis de conduire étranger, est admis à l'examen sur présentation d'un permis de conduire international et d'un certificat de l'autorité locale belge attestant que l'intéressé a conduit en Belgique pendant un an au moins des véhicules correspondant au permis sollicité de la catégorie A, B, C, D, E ou F.

Si les personnes mentionnées au présent paragraphe subissent un échec à l'examen, elles doivent faire un apprentissage de quinze jours au moins sous l'assistance d'un instructeur agréé.

13. Aucun permis de conduire « instructeur » ou « chauffeur professionnel » ne peut être délivré par application des dispositions sub 12 ci-dessus.

14. Le permis de conduire de la catégorie A, sub 2 ou 4 est délivré après un examen ne comprenant que des épreuves théoriques sur la réglementation de la circulation routière. Toutefois, cet examen n'est pas prescrit pour les personnes ayant déjà subi avec succès un examen pour l'obtention d'un permis de conduire pour un autre véhicule automoteur.

15. Le titulaire du permis de conduire de la catégorie C et le titulaire du permis de conduire « chauffeur professionnel » ou « instructeur » de la catégorie C qui demandent une extension à la catégorie D doivent satisfaire aux dispositions de l'article 80 et subir avec succès un examen pratique.

16. Un permis de conduire, valable le jour de l'examen pratique, peut être délivré au titulaire d'un permis de conduire périmé luxembourgeois, militaire ou étranger, à condition que la catégorie du permis de conduire sollicité corresponde à celle du permis de conduire périmé. »

Art. 14. L'article 83 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Toute personne qui enseigne l'art de conduire un véhicule automoteur doit être titulaire de l'agrément prévu à l'article 84 et du permis de conduire « instructeur » valable pour la conduite du véhicule servant à l'apprentissage ou à la réception de l'examen pratique. »

Art. 15. L'article 84 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Pour être admis à l'examen théorique et pratique en vue de l'obtention d'un permis de conduire « instructeur », le candidat doit satisfaire aux dispositions de l'article 80 et remplir en outre les conditions suivantes:

1. être titulaire d'un permis de conduire de la catégorie B depuis trois ans au moins;
2. être titulaire d'un certificat d'aptitude professionnelle dans le métier de chauffeur professionnel ou de mécanicien d'autos ou justifier d'une formation équivalente.

Pour être agréé par le ministre des transports à exercer la profession d'instructeur auprès d'un patron instructeur, le titulaire d'un permis de conduire « instructeur » doit disposer du local et du matériel d'instruction à prescrire par arrêté ministériel qui déterminera en outre les conditions d'admission, les matières de l'examen, l'aménagement du local ainsi que le coût des leçons.

Pour être agréé par le ministre des transports à exercer la profession d'instructeur indépendant, le titulaire d'un permis de conduire « instructeur » doit remplir les conditions fixées à l'alinéa qui précède, avoir acquis une expérience dans l'exercice de sa profession et être titulaire du brevet de maîtrise dans le métier d'instructeur ou de mécanicien d'autos ou justifier d'une formation équivalente. »

Art. 16. L'article 85 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Le permis de conduire « instructeur » est valable pour la conduite des véhicules visés aux articles 76 et 86 d'après les catégories qui sont spécifiées sur ce permis de conduire. »

Art. 17. L'article 86 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Tout chauffeur qui exerce à titre principal la profession de conducteur de véhicules automoteurs obtient un permis de conduire portant l'inscription de sa qualification professionnelle dans les termes « chauffeur professionnel », à condition de produire avec sa demande un certificat d'aptitude professionnelle dans le métier de chauffeur professionnel ou un certificat équivalent et de se soumettre avec succès à l'examen théorique et pratique prescrit à l'article 87.

Le permis de conduire « chauffeur professionnel » est obligatoire pour la conduite des autobus, autocars, taxis, voitures de location et véhicules automoteurs destinés au transport de choses qui, avec ou sans remorque, dépassent un poids total maximum autorisé de 5.000 kg. Le permis de conduire « chauffeur professionnel » est valable pour la conduite des véhicules visés à l'article 76 d'après les catégories qui sont spécifiées sur ce permis de conduire.

Les prescriptions de l'alinéa qui précède ne sont pas applicables:

- a) aux propriétaires ou détenteurs inscrits sur la carte d'immatriculation du véhicule conduit;
- b) aux militaires qui conduisent des véhicules de l'Armée;
- c) aux conducteurs des véhicules de la Gendarmerie, de la Police, de la Protection Civile ainsi que du service d'incendie et de secours;
- d) aux conducteurs des ambulances;
- e) aux conducteurs des véhicules qui circulent sous le couvert d'une plaque rouge;
- f) aux conducteurs des véhicules automoteurs comprenant moins de 10 places assises entières, y compris celle du conducteur, servant soit au transport rémunéré d'écoliers et d'élèves, soit au transport rémunéré de salariés entre le lieu de travail et le domicile des salariés.

S'il s'agit d'une société, la disposition sub a) ci-dessus s'applique également aux copropriétaires du véhicule conduit. »

Art. 18. L'article 87 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Pour être admis à l'examen théorique et pratique en vue de l'octroi d'un permis de conduire « chauffeur professionnel », le candidat doit satisfaire aux dispositions de l'article 80 et remplir en outre les conditions suivantes:

1. être âgé de 20 ans au moins;
2. être titulaire d'un permis de conduire de la catégorie B depuis un an au moins;
3. être titulaire d'un certificat d'aptitude professionnelle dans le métier de chauffeur professionnel ou justifier d'une formation équivalente. Toutefois, pour être admis à l'examen théorique et pratique en vue de l'octroi d'un permis de conduire « chauffeur professionnel » valable pour la catégorie D, le candidat doit être âgé de 21 ans au moins et être titulaire d'un permis de conduire de la catégorie B depuis deux ans au moins. »

Art. 19. L'article 88 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Tout conducteur d'un véhicule automoteur de l'Armée doit être titulaire d'un permis de conduire militaire qui est délivré après examen par le chef d'Etat-Major ou son délégué.

Ce permis, qui est exclusivement réservé à la conduite des véhicules automoteurs de l'Armée, peut être établi pour les catégories A, B, C, D et E prévues à l'article 76, ainsi que pour la catégorie G « instructeur » et la catégorie F suivante:

Catégorie F — véhicules automoteurs chenillés ou semi-chenillés avec ou sans remorque:

- a) légers,
- b) moyens,
- c) lourds.

La limite d'âge est fixée uniformément à 18 ans pour toutes les catégories.

Les dispositions de l'article 84 ne s'appliquent pas au permis de conduire militaire de la catégorie G. »

Art. 20. L'article 89 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Le permis de conduire des catégories A, B et F ont une durée de validité de 10 ans à compter de la date de leur émission ou de leur renouvellement.

Les permis de conduire des catégories C et D sont valables pour 5 ans.

Toutefois, les permis de conduire « chauffeur professionnel » et « instructeur », valables pour la catégorie B, C ou D, ont une durée de validité de 5 ans s'ils sont délivrés ou renouvelés à un conducteur n'ayant pas encore atteint l'âge de 50 ans et une durée de validité de 3 ans, s'ils sont délivrés ou renouvelés à un conducteur ayant atteint ou dépassé cet âge.

La durée de validité du permis de conduire de la catégorie E est identique à celle du permis de conduire prescrit pour la conduite du véhicule tracteur.

La durée de validité normale d'un permis de conduire peut être réduite lorsque le candidat ou le titulaire souffre d'une maladie ou d'une incapacité susceptible d'aggravation.

Pour obtenir le renouvellement de son permis de conduire, l'intéressé doit présenter au ministre des transports une demande appuyée par les pièces énumérées sub 1°, 2° et 3° de l'article 80.

Le renouvellement du permis de conduire est en outre subordonné au paiement de la taxe spéciale prévue par la réglementation afférente.

Le ministre des transports institue une commission spéciale chargée d'examiner les personnes souffrant d'infirmités ou de troubles susceptibles d'entraver leurs aptitudes ou capacités de conduire un véhicule automoteur.

La commission se prononce sur les inaptitudes ou incapacités permanentes ou temporaires d'ordre physique ou psycho-mental des personnes visées à l'alinéa qui précède en se basant sur le résultat de son examen médical, ainsi que sur les rapports d'expertise fournis par des médecins-experts spécialement chargés ou sur des certificats médicaux versés par les personnes examinées.

Les frais d'expertise sont à charge des personnes intéressées.

La commission donne un avis motivé au ministre des transports. Elle indique également les cas où le port d'un appareil spécial ou l'aménagement spécial du véhicule s'impose et se prononce sur le mode d'aménagement du véhicule.

Le ministre des transports prend sa décision sur le vu de l'avis motivé de la commission. Il peut refuser ou retirer le permis de conduire ou accorder des autorisations individuelles avec d'autres restrictions éventuelles. »

Art. 21. L'article 93 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« La carte d'immatriculation pour véhicules automoteurs reproduit les indications suivantes :

	Numéro d'immatriculation:	(A)
	Date de la première mise en circulation:	(B)
Propriétaire ou détenteur:	Nom:	(C) (1)
	Prénoms:	(D) (2)
	Profession:	(3)
	Domicile:	(E)
	rue et n°	(4)
	Genre du véhicule:	(5)
	Année de fabrication du véhicule:	(6)
Châssis:	Constructeur:	(F) (7)
	Type:	(8)
	N° d'ordre dans la série du type ou n° de fabrication:	(G) (9)
Moteur:	Numéro:	(10)
	Nombre de cylindres:	(11)
	Alésage: mm	(12)
	Course: mm	(13)
	Cylindrée: cm ³	(14)
	Puissance en CV (SAE):	(15)
Carrosserie:	Forme:	(16)
	Couleur:	(17)
	Nombre de places assises, y compris la place du conducteur:	à l'avant: à l'arrière: (18)
	Autres places:	
	Nombre de couchettes ou de brancards:	
	Nombre de sièges aménagés par le propriétaire:	(19)
	Mode d'aménagement des sièges:	(20)
Poids propre du véhicule (en kg):	avant-train:	
	arrière-train:	(21)
	total:	

Poids total maximum autorisé (en kg): (22)
 avant-train:
 arrière-train:

Véhicule d'occasion

importé de; le (23)

Réservoir à gaz:

Certificat d'épreuve n°: (24)

dont la validité expire le:

Le numéro d'immatriculation est précédé d'une lettre latine majuscule, en exécution des prescriptions de l'article 62.

La carte d'immatriculation pour véhicules automoteurs affectés au transport de choses reproduit en outre les indications suivantes:

Nombre de places debout: (20a)

Nombre de places sur le plancher de la caisse: (20b)

Capacité de remorquage du moteur (en kg): (22a)

(véhicule automoteur + véhicule remorqué): (22a)

Capacité sur attelage (en kg): (22b)

La carte d'immatriculation pour autobus et autocars ne reproduit pas la rubrique (18) ci-dessus. Elle est modifiée et complétée comme suit:

	Autobus:	Autocars:	
Nombre de places, y compris la place du conducteur:	}	assisés:	(18)
		assisés:	
		debout:	
		strapontins:	

Capacité de remorquage du moteur (en kg): (22a)

(véhicule automoteur + véhicule remorqué): (22a)

Il est interdit d'altérer, de transformer, d'enlever ou de remplacer les numéros de fabrication du moteur et du châssis.

En cas de remplacement du moteur ou d'une partie du moteur, du châssis ou d'une partie du châssis, il est interdit de frapper dans le nouveau moteur, dans le nouveau châssis ou dans la nouvelle pièce le numéro de fabrication de la pièce remplacée ou un autre numéro, sauf autorisation préalable du ministre des transports.

La carte d'immatriculation qui couvre les véhicules visés à l'article 62 sub h), indique la résidence normale en dehors des pays Benelux déclarée par le propriétaire ou détenteur du véhicule et comporte une bande rouge sur laquelle seront inscrits les deux derniers chiffres du millésime de l'année à la fin de laquelle prend fin la validité de l'immatriculation provisoire. »

Art. 22. L'article 94 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« La carte d'immatriculation pour remorque, véhicules forains et roulottes reproduit les indications suivantes:

Numéro d'enregistrement: (A)

Date de la première mise en circulation: (B)

Propriétaire ou détenteur: { Nom: (C) (1)

Prénoms: (D) (2)

Profession: (3)

Domicile: (E)

rue et n°: (4)

Nombre d'essieux:		(5)
Année de fabrication du véhicule:		(6)
Châssis: {	Constructeur: N°:	(F) (7)
	Type:	(8)
Carrosserie: {	Forme:	(9)
	Longueur:	(10)
	Largeur:	(11)
	Nombre de places assises:	(12)
	Nombre de sièges aménagés par le propriétaire:	(12a)
	Mode d'aménagement des sièges:	(12b)
	Nombre de places sur le plancher de la caisse:	(12c)
Poids propre (en kg): {	AV:	(13)
	AR:	
	Total:	
Poids total maximum autorisé (en kg): {	Total:	(14)
	AV:	
	AR:	
Pneus: }	AV:	(15)
	AR:	(16)
Empattement:		(17)
Porte-à-faux utile:		(18)
Frein de secours:		(19)
Frein de service:		(20)

Sur la carte d'immatriculation pour semi-remorque, les rubriques (14), (15) et (16) ci-dessus sont remplacées par le texte suivant:

Poids total maximum autorisé:	kg (voir au verso)	(14)
Poids total maximum autorisé arrière-train (en kg):		(15)
Pneus: AR:		(16)

Le texte reproduit au verso de la carte d'immatriculation est libellé comme suit:

Poids total maximum autorisé (Pma).

Colonne 1. Pma de la semi-remorque (en kg) établi sur la base des caractéristiques de la semi-remorque, compte tenu éventuellement de la capacité sur attelage du véhicule tracteur et de la puissance de son moteur.

Colonne 2. Pma de la semi-remorque + poids propre du véhicule tracteur, compte tenu éventuellement de la limite imposée par l'article 12 du Code de la Route.

N° d'immatriculation
du véhicule tracteur:

Colonne 1:

Colonne 2:

.....

Le poids total maximum autorisé indiqué sous la rubrique (14) ci-dessus ne peut être dépassé, même si la capacité de remorquage du véhicule tracteur est supérieur à ce poids. De plus, il est interdit de traîner une remorque ou semi-remorque dont le poids total maximum autorisé indiqué sous la rubrique (14) ci-dessus dépasse le poids total maximum autorisé calculé en fonction de la capacité de remorquage du véhicule tracteur.»

Art. 23. Le paragraphe A 3 e) de l'article 95 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété par deux alinéas libellés comme suit:

« Lorsqu'il s'agit d'un véhicule de seconde main qui avait déjà été immatriculé en Belgique à partir du 1^{er} novembre 1962, l'immatriculation pourra avoir lieu sur production du carnet ou du certificat belge délivré à partir de cette date et portant mention des éléments signalétiques du véhicule.

Si ce carnet ou certificat d'immatriculation, établi à partir du 1^{er} novembre 1962, porte l'empreinte du cachet « Douane Belge — Admission en franchise temporaire », la présentation d'un document d'admission temporaire en cours de validité, établi au nom de la personne au bénéfice de laquelle la nouvelle immatriculation sera délivrée, est nécessaire. »

Art. 24. L'article 102 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Les obstacles à la circulation sont à signaler de la façon suivante:

1) Les travaux de faible étendue exécutés sur la voie publique et n'empêchant pas la circulation doivent être signalés:

- a) de jour, par le signal N° 16 (travaux), placé à une distance suffisante;
- b) entre la tombée et le lever du jour, ainsi que de jour lorsque les circonstances, notamment d'ordre atmosphérique, l'exigent, par une ou plusieurs lanternes rouges ou orange ou par des dispositifs réfléchissants de la même couleur.

En outre, le signal N° 37a (limitation de vitesse pour tous les véhicules) doit être placé à une distance suffisante si l'exécution des travaux requiert une limitation de la vitesse.

2) Si l'exécution des travaux empêche partiellement la circulation sur la voie publique, la signalisation prescrite sub 1) ci-dessus doit être complétée:

- a) par des barrières qui sont peintes à l'endroit de bandes alternées rouges et blanches et à l'envers d'une couleur neutre et qui sont placées aux extrémités du chantier. L'envers des barrières peut porter en lettres noires la mention « Fin de chantier »;
- b) par le signal N° 42a (direction obligatoire) dont la flèche est inclinée à environ 45° vers le sol, si les usagers sont obligés de quitter la voie de circulation normale;
- c) par le signal N° 25 (accès interdit à tout véhicule), si la circulation n'est autorisée que dans un seul sens sur la partie libre de la chaussée;
- d) par les signaux N° 14 (cession de la priorité de passage) et N° 58 (priorité de passage), si la largeur libre de la chaussée ne permet pas le croisement de deux véhicules. Ces signaux peuvent être remplacés par des appareils à signaux colorés, lumineux ou non, prévus à l'article 109;
- e) par le signal N° 28 (dépassement interdit), si la largeur libre de la chaussée ne permet pas le dépassement de deux véhicules automoteurs entre eux.

3) Un obstacle empêchant totalement la circulation des véhicules sur la voie publique doit être signalé par le signal N° 24 (circulation interdite) et par des barrières peintes à l'endroit de bandes alternées rouges et blanches et à l'envers d'une couleur neutre.

Cette signalisation peut être complétée par le signal N° 43a (déviation).

4) Les limites latérales de ces obstacles à la circulation doivent être signalées par des dispositifs appropriés, de façon que les usagers ne puissent se méprendre sur les dimensions des obstacles.

5) Sans préjudice des dispositions du chapitre VII du présent arrêté, tout autre obstacle à la circulation doit être signalé:

- a) de jour par un ou plusieurs dispositifs bien apparents d'un rouge vif ou par le signal N° 21 (autres dangers) placé à une distance suffisante;
- b) entre la tombée et le lever du jour ou de jour, par temps de visibilité restreinte, par une ou plusieurs lanternes rouges ou orange ou par des dispositifs réfléchissants de la même couleur.

Les dispositifs limitant les obstacles à la circulation ainsi que les barrières doivent être signalés entre la tombée et le lever du jour ou de jour, par temps de visibilité restreinte, par des lanternes rouges ou orange ou par des dispositifs réfléchissants de la même couleur.

Ils peuvent toutefois être soit de couleur blanche lorsqu'ils ne sont visibles que dans un sens de circulation et qu'ils signalent l'obstacle ou les limites du chantier opposés à ce sens de circulation, soit de couleur blanche et orange lorsqu'ils signalent l'obstacle ou les limites d'un chantier séparant les deux sens de circulation.

S'il est employé des lanternes rouges, celles-ci doivent être à feux continu.

Les lanternes ou dispositifs mentionnés au présent article doivent être placés du côté de la voie publique où se déroule la circulation et être disposés de manière que l'obstacle soit efficacement signalé.

La signalisation d'un obstacle incombe à celui qui l'a créé. Toutefois, les signaux comportant une interdiction ou une obligation sont posés par l'administration compétente.

Si l'auteur d'un obstacle reste en défaut de le signaler conformément aux prescriptions qui précèdent, l'administration le fera aux frais du défaillant. »

Art. 25. L'article 172 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété par un dernier alinéa libellé comme suit:

« Sous réserve des exceptions spécialement prévues, les prescriptions concernant l'aménagement et le chargement des véhicules, l'équipement et la circulation proprement dite sont également applicables aux véhicules soumis à l'immatriculation à l'étranger et à leurs conducteurs. Toutefois, les dispositions des articles 51 sub 2° et 3°, 52 et 54 ne s'appliquent pas aux véhicules prémentionnés, pourvu que ces véhicules répondent aux prescriptions afférentes prévues par la législation de leur pays d'origine. »

Art. 26. Les trois premiers alinéas de l'article 176 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité sont remplacés par le texte suivant:

« a) Le titulaire du permis de conduire de la catégorie H, délivré avant le 1^{er} juin 1966, reçoit sur demande et sans autres frais et formalités le permis de conduire « chauffeur professionnel » dans les catégories spécifiées sur le permis de conduire de la catégorie H;

b) le titulaire du permis de conduire de la catégorie C, délivré avant le 1^{er} janvier 1964, reçoit le permis de conduire « chauffeur professionnel » de la catégorie C;

c) le titulaire du permis de conduire de la catégorie C, délivré entre le 1^{er} janvier 1964 et le 1^{er} juin 1966, reçoit le permis de conduire « chauffeur professionnel » de la catégorie C, après avoir subi avec succès l'examen théorique et pratique prévu par l'article 82. Il en est de même du titulaire du permis de conduire de la catégorie H-stagiaire valable pour la catégorie C et du titulaire du permis de conduire militaire de la catégorie C, à condition que ces permis aient été délivrés avant le 1^{er} juin 1966;

d) le titulaire du permis de conduire de la catégorie D, délivré avant le 1^{er} janvier 1964, reçoit le permis de conduire « chauffeur professionnel » de la catégorie D;

e) le titulaire du permis de conduire de la catégorie D, délivré entre le 1^{er} janvier 1964 et le 1^{er} juin 1966, reçoit le permis de conduire « chauffeur professionnel » de la catégorie D, après avoir subi avec succès l'examen théorique et pratique prévu par l'article 82. Il en est de même du titulaire du permis de conduire de la catégorie H-stagiaire valable pour la catégorie D et du permis de conduire militaire de la catégorie D, à condition que ces permis aient été délivrés avant le 1^{er} juin 1966;

f) le titulaire du permis de conduire de la catégorie H-stagiaire valable pour la catégorie B, délivré avant le 1^{er} juin 1966, reçoit le permis de conduire « chauffeur professionnel » de la catégorie B, après avoir subi avec succès l'examen théorique et pratique prévu par l'article 82;

g) le titulaire du permis de conduire étranger de la catégorie C ou d'une catégorie équivalente, délivré avant le 1^{er} janvier 1964, reçoit le permis de conduire « chauffeur professionnel » de la catégorie C, après avoir accompli sous l'assistance d'un instructeur agréé un apprentissage théorique et pratique d'un mois au moins et après avoir subi avec succès l'examen théorique et pratique prévu par l'article 82. Le titulaire du permis de conduire étranger de la catégorie D ou d'une catégorie équivalente, délivré avant le 1^{er} janvier 1964, reçoit sous les mêmes conditions le permis de conduire « chauffeur professionnel » de la catégorie D;

h) la durée de validité des permis de conduire « chauffeur professionnel » qui sont délivrés en exécution des dispositions transitoires sub a) à g) ci-dessus, est fixée à 5 ans pour les conducteurs qui n'ont pas encore dépassé l'âge de 50 ans et à 3 ans pour les conducteurs qui ont atteint ou dépassé cet âge;

i) la validité des permis de conduire de la catégorie C, D, H-stagiaire ou H, mentionnés sub a), b), c), d), e) et f) ci-dessus, est réglée jusqu'au 31 décembre 1968 d'après les prescriptions applicables avant l'entrée en vigueur du présent règlement;

j) pendant deux ans à partir du 1^{er} juin 1966, des permis de conduire « candidat-chauffeur professionnel » sont délivrés aux candidats âgés de 21 ans au moins qui sont titulaires depuis un an au moins du permis de conduire de la catégorie B, qui ont fait un apprentissage théorique et pratique d'un mois au moins sous l'assistance d'un instructeur agréé et qui ont subi avec succès l'examen théorique et pratique prévu par l'article 82. La validité de ces permis de conduire expire définitivement le 31 décembre 1969. Le titulaire du permis de conduire « candidat-chauffeur professionnel » n'obtient le permis de conduire « chauffeur professionnel » qu'à condition de satisfaire aux prescriptions de l'article 87 et de réussir à un nouvel examen théorique et pratique. Le permis de conduire « candidat-chauffeur professionnel » est valable pour la conduite des véhicules visés aux articles 76 et 86 d'après les catégories qui sont spécifiées sur ce permis de conduire.

Les titulaires de permis de conduire et les candidats au permis de conduire, mentionnés sub b), c), d), e), f), g) et j) ci-dessus, doivent satisfaire en outre aux prescriptions de l'article 80.

Les titulaires de permis de conduire mentionnés sub c), e) et f) ci-dessus qui subissent un échec à l'examen prescrit doivent faire un apprentissage de quinze jours au moins sous l'assistance d'un instructeur agréé.

Pour pouvoir bénéficier des dispositions transitoires du présent article, les titulaires de permis de conduire périmés doivent accomplir sous l'assistance d'un instructeur agréé un apprentissage théorique et pratique d'un mois au moins et subir avec succès l'examen théorique et pratique prévu par l'article 82.

Les dispositions transitoires relatives au permis de conduire de la catégorie H, réglées par l'arrêté grand-ducal du 25 septembre 1959 précité, sont abrogées.

Le titulaire du permis de conduire de la catégorie G, délivré avant le 1^{er} juin 1966, obtient sur demande et sans autres frais et formalités le permis de conduire « instructeur » qui est valable pour les catégories spécifiées sur le permis de conduire de la catégorie G.

La durée de validité du permis de conduire « instructeur » qui est délivré en exécution des dispositions de l'alinéa précédent, est fixée à 5 ans pour les conducteurs qui n'ont pas encore dépassé l'âge de 50 ans et à 3 ans pour les conducteurs qui ont atteint ou dépassé cet âge.

Les permis de conduire de la catégorie G, délivrés avant le 1^{er} juin 1966, restent encore valables jusqu'au 31 décembre 1968, à moins que leur validité n'expire avant ce délai. »

Art. 27. Nos ministres des transports, des travaux publics, du trésor, des affaires étrangères, de la justice, de l'intérieur et de la force armée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui entrera en vigueur le premier du mois qui suit sa publication au Mémorial.

Palais de Luxembourg, le 13 mai 1966
Jean

Le Ministre des Transports et des Travaux Publics,

Albert Bousser

*Le Ministre des Affaires Etrangères,
du Trésor et de la Justice,*

Pierre Werner

Le Ministre de l'Intérieur,

Henry Cravatte

Le Ministre de la Force Armée,

Marcel Fischbach

Grossherzogliches Reglement vom 13. Mai 1966, welches den grossherzoglichen Beschluss vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen abändert und ergänzt.

Wir JEAN, von Gottes Gnaden, Grossherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, usw., usw., usw.;
Gesehen das Gesetz vom 14. Februar 1955 über die Reglementierung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen, abgeändert und ergänzt durch dasjenige vom 2. März 1963;

Gesehen den grossherzoglichen Beschluss von 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen, abgeändert durch die grossherzoglichen Beschlüsse vom 23. Dezember 1955, 29. Juni 1956, 31. Dezember 1956, 25. Juni 1957, 27. Dezember 1957, 5. März 1958, 25. September 1959, 30. April 1960, 28. Juni 1960 und 24. November 1960 sowie durch die grossherzoglichen Reglemente vom 24. April 1962, 7. Mai 1963, 23. Juli 1963, 11. April 1964, 26. März 1965, 25. Juni 1965, 7. September 1965 und 22. Dezember 1965;

Nach Anhören Unseres Staatsrates;

Gesehen die in der Folge am Regierungstext vorgenommenen Abänderungen;

Gesehen den neuen Artikel 17 sowie die seit dem Gutachten des Staatsrates abgeänderten Artikel 3, 5, 6 und 13;

Nach Einsicht des Artikels 27 des Gesetzes vom 8. Februar 1961 über die Organisation des Staatsrates und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Auf den Bericht Unseres Verkehrsministers, Unseres Ministers der Oeffentlichen Arbeiten, Unseres Tresorministers, Unseres Aussenministers, Unseres Ministers der Justiz, Unseres Innenministers und Unseres Ministers der Bewaffneten Macht und nach Beratung des Regierungsrates;

Beschliessen:

Art. 1. Artikel 23 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Kraftfahrzeuge, mit Ausnahme der Arbeitsmaschinen, und Anhänger, müssen mit Luftreifen versehen sein, welche auf der gesamten Lauffläche erkennbare Profilmuster haben. Desweiteren dürfen diese Luftreifen an ihren Seitenwänden keine tiefen Risse haben.

Es ist verboten, ein Kraftfahrzeug oder einen Anhänger mit schadhafter Bereifung zu benutzen oder im Verkehr zu belassen. »

Art. 2. Der abgeänderte Artikel 51 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Es ist verboten, mittels eines Kraftfahrzeuges oder eines Anhängers, mit Ausnahme der Fahrzeuge der Armee:

1° Personen auf den Aussenteilen eines Fahrzeuges zu befördern.

Diese Vorschrift ist nicht anwendbar auf Fahrzeuge, die einem bestimmten öffentlichen Zweck dienen, unter der Bedingung, dass die Geschwindigkeit dieser Fahrzeuge 25 km pro Stunde nicht übersteigt;

2° Personen anders zu befördern als auf eigens hierzu hergerichteten, befestigten und auf dem Fahrzeugausweis eingetragenen Sitzplätzen und Sitzen, oder auf Liegeplätzen und Tragbahnen die auf dem Fahrzeugausweis eingetragen sind. Die Sitzplätze und Sitze müssen mit einer festen Rückenlehne versehen sein. Jedem Sitzplatz oder Sitz müssen entweder Fussrasten oder ein Teil des Wagenaufbaues und dessen Zubehörs entsprechen, die den beförderten Personen das Aufstellen der Füsse erlauben. Die Vorschriften des gegenwärtigen Absatzes sind nicht anwendbar, falls Kinder unter sechs Jahren befördert werden, die jedoch für die Berechnung der Plätze oder Sitzgelegenheiten mitzählen.

Stehplätze sind erlaubt auf Fahrzeugen, die einem bestimmten öffentlichen Zweck dienen sowie auf Fahrzeugen, die innerhalb der Ortschaften die Beförderung der Milchkannen von und zu den Molkeereien ausführen, unter der Bedingung, dass die Geschwindigkeit dieser Fahrzeuge 25 km pro Stunde nicht übersteigt. Stehplätze sind ebenfalls in Omnibussen und Touristenbussen erlaubt, unter der Bedingung, dass an den für die Stehplätze vorgesehenen Stellen der Abstand zwischen Fussboden und Decke wenigstens 180 cm beträgt. Die Zahl der Stehplätze ist auf dem Fahrzeugausweis eingetragen;

3° eine höhere Zahl von Personen zu befördern, als Sitzplätze, Sitzgelegenheiten, Liegeplätze und Tragbahnen auf dem Fahrzeugausweis eingetragen sind.

Jeder Sitzplatz und jeder Sitz müssen eine Breite von wenigstens 40 cm für jede beförderte Person und wenigstens 60 cm für den Fahrer haben. Bei landwirtschaftlichen und industriellen Traktoren oder Arbeitsmaschinen genügt es, dass der Sitz des Fahrers eine Breite von wenigstens 40 cm aufweist oder aus einem Sattelsitz besteht. Die Vorschriften des gegenwärtigen Absatzes sind nicht anwendbar auf Motorräder.

Die Liegeplätze und Tragbahnen müssen eine Breite von wenigstens 40 cm für jede beförderte Person haben.

Kinder unter 14 Jahren zählen nur zur Hälfte.

Die Vorschriften unter 2° sind nicht anwendbar auf Fahrzeuge, die zur Güterbeförderung bestimmt sind, welche gelegentlich Personen befördern, die auf dem Boden des Ladekastens sitzen oder liegen unter der Bedingung, dass die Zahl dieser Personen nicht höher als 4 ist, dass für jede beförderte Person wenigstens 0,50 m² freie Nutzfläche des Bodens zur Verfügung steht, dass der Ladekasten durch 4 Seitenwände geschlossen ist, deren Höhe wenigstens 30 cm beträgt und die Ladung so angeordnet ist, dass sie volle Gewähr für die Sicherheit der unter diesen Umständen beförderten Personen bietet. Die Eintragung dieser Plätze auf dem Fahrzeugausweis geschieht unter der Bezeichnung « Plätze auf dem Boden des Ladekastens ».

Vorbehaltlich einer Spezialversicherung und der vom Verkehrsminister von Fall zu Fall festzusetzenden Bedingungen ist es erlaubt auf dem gelegentlich einer Sportveranstaltung eingesetzten Schlussfahrzeug und auf den an Umzügen teilnehmenden Fahrzeugen Personen anders zu befördern, als auf den Plätzen und Sitzgelegenheiten, die auf dem Fahrzeugausweis eingetragen sind.

Die Eigentümer und die Führer von Fahrzeugen, die zur entgeltlichen Personenbeförderung dienen und nicht durch eine Versicherung für diese Beförderungsart gedeckt sind, werden mit den im Art. 10 des Gesetzes vom 14. Februar 1955, betreffend die Reglementierung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen vorgesehenen Strafen belegt. »

Art. 3. Der abgeänderte Artikel 62 unter c) des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« c) Ausser im Falle einer vom Verkehrsminister erteilten Dispens, muss den vorderen und hinteren Immatrikulationsnummern der dem Staat gehörenden Fahrzeuge der lateinische Buchstabe A vorangestellt werden, welcher in weisser Farbe, mit denselben Ausmassen wie die Ziffern, auf derselben Tafel aufgetragen sein muss. Jedoch wird der vorerwähnte Buchstabe A auf den Erkennungstafeln der Fahrzeuge der Protection Civile durch ein, vom Verkehrsminister und Innenminister zu bestimmendes, besonderes Unterscheidungszeichen ersetzt. »

Art. 4. Artikel 71 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Jede Militärperson, die ein Kraftfahrzeug der Armee führt, muss auf Verlangen vorzeigen:

1° seinen Militärführerschein, der für das von ihm gesteuerte Fahrzeug gültig ist;

2° die Kennkarte des Fahrzeuges.

Wird das Kraftfahrzeug der Armee jedoch von einem Zivilfahrer gesteuert, so muss dieser Inhaber eines gültigen Führerscheines sein, der den Vorschriften der Art. 76 und 86 entspricht. Der Fahrer muss diesen Führerschein auf Verlangen vorzeigen. »

Art. 5. Der abgeänderte Artikel 72 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Jedes Fahrzeug oder jedes Aggregat von gekuppelten Fahrzeugen, das sich in Bewegung befindet, muss einen Fahrer haben.

Dieser Fahrer muss in der Lage sein, das Fahrzeug zu führen und die erforderlichen körperlichen und geistigen Fähigkeiten sowie die notwendigen Kenntnisse und die nötige Geschicklichkeit besitzen. Er muss ständig in der Lage sein, sämtliche erforderliche Bewegungen auszuführen und muss das Fahrzeug, das er führt, ständig beherrschen.

Unbeschadet der Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes und ausser einer vom Verkehrsminister in Ausnahmefällen zu erteilenden Dispens ist es jedem Fahrer verboten, während einer Periode von 24 Stunden länger als 9 Stunden, oder innerhalb der seiner Arbeitsschicht im Hauptberufe folgenden 12 Stunden eines der nachstehend aufgezählten Fahrzeuge zu führen:

- 1° ein Kraftfahrzeug das zur Güterbeförderung bestimmt ist und dessen höchstzulässiges Gesamtgewicht 3.500 kg übersteigt;
- 2° einen Omnibus oder Touristenbus;
- 3° eine Taxe oder einen Mietwagen

Kein Fahrer darf eines der unter 1°, 2° und 3° erwähnten Fahrzeuge während einer ununterbrochenen Zeitspanne von mehr als 4½ Stunden führen. Die Fahrzeit gilt als ununterbrochen, falls keine fortlaufende Unterbrechung von wenigstens 30 Minuten dazwischen liegt.

Den Fahrern der im Artikel 86 aufgezählten Kraftfahrzeugen sowie den Fahrlehrern ist es untersagt, alkoholische Getränke während der Zeitdauer ihres Dienstes zu sich zu nehmen.

Jeder unter dem Einfluss von Alkohol oder Rauschgiften stehenden Person ist es untersagt, ein Fahrzeug oder Tiere auf öffentlicher Strasse zu führen.

Es ist ebenfalls jedem Eigentümer oder Besitzer eines Fahrzeuges verboten, anzuordnen oder zuzulassen, dass dieses Fahrzeug von einer Person geführt wird, welche die in gegenwärtigem Artikel festgelegten Bedingungen nicht erfüllt. »

Art. 6. Der abgeänderte Artikel 74 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Kindern unter 8 Jahren ist es verboten, eine Herde auf öffentlicher Strasse zu führen und Eigentümern von Herden ist es untersagt, anzuordnen oder zuzulassen, dass diese von Kindern unter 8 Jahren geführt werden.

Kindern unter 10 Jahren ist es verboten, auf öffentlicher Strasse ein Fahrrad oder ein Gespann zu führen und Eigentümern von Fahrrädern oder Gespannen ist es untersagt, anzuordnen oder zuzulassen, dass diese von Kindern unter 10 Jahren geführt werden.

Kinder über 6 Jahre dürfen jedoch ein Fahrrad lenken, wenn sie von einer wenigstens 15 Jahre alten Person begleitet sind oder wenn sie sich zur Schule oder Kirche begeben, sofern die einfache Entfernung mehr als einen km beträgt und es kein öffentliches Beförderungsmittel gibt.

Das Mindestalter ist auf 16 Jahre festgelegt für das Führen eines Kraftfahrzeuges für Invaliden, eines leichten Motorrades und eines landwirtschaftlichen Traktors, sofern dieser in einem Umkreis von 15 km vom Hofe verkehrt.

Es ist jedem Eigentümer eines leichten Motorrades verboten, anzuordnen oder zuzulassen, dass sein Fahrzeug von einer Person geführt wird die nicht Inhaber des erforderlichen Führerscheines ist. Es ist ebenfalls jedem Führer eines leichten Motorrades verboten, anzuordnen oder zuzulassen, dass das ihm anvertraute Fahrzeug ohne Wissen des Eigentümers von einer Person geführt wird, die nicht Inhaber des erforderlichen Führerscheines ist.

Vorbehaltlich der vorstehenden Bestimmungen, darf niemand auf öffentlicher Strasse führen, wenn er nicht wenigstens 18 Jahre alt ist:

- 1° ein Motorrad;
- 2° ein Kraftfahrzeug, das zur Personenbeförderung bestimmt ist und das einschliesslich Führerplatz weniger als 10 ganze Sitzplätze begreift;
- 3° ein Kraftfahrzeug das zur Güterbeförderung bestimmt ist und das ein höchstzulässiges Gesamtgewicht bis zu 3.500 kg hat;
- 4° einen industriellen Traktor mit einem Eigengewicht bis zu 3.500 kg;
- 5° einen landwirtschaftlichen Traktor;
- 6° eine Arbeitsmaschine mit Motorantrieb.

Das Mindestalter ist auf 20 Jahre festgesetzt für das Führen:

- 1° einer Taxe oder eines Mietwagens;
- 2° eines Kraftfahrzeuges das zur Güterbeförderung bestimmt ist und das ein höchstzulässiges Gesamtgewicht von mehr als 3.500 kg hat;
- 3° eines industriellen Traktors, dessen Eigengewicht 3.500 kg übersteigt.

Das Mindestalter ist auf 21 Jahre festgesetzt für das Führen eines Omnibusses oder Touristenbusses.

Das auf 20 Jahre für das Führen der unter a-c aufgeführten Fahrzeuge und auf 21 Jahre für das Führen eines Omnibusses oder Touristenbusses festgesetzte Mindestalter, verringert sich jedoch um 6 Monate für die Kandidaten, welche unter Leitung eines anerkannten Fahrlehrers das Führen dieser Fahrzeuge erlernen. Das praktische Examen findet trotzdem erst bei Erreichung des in den zwei vorhergehenden Absätzen festgesetzten Mindestalters statt. »

Art. 7. Der abgeänderte Artikel 75 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Jeder Führer eines Kraftfahrzeuges, das der Immatrikulation im Grossherzogtum unterliegt, muss Inhaber eines gültigen Führerscheines sein, welcher der Art des gesteuerten Fahrzeuges entspricht. Dieselbe Vorschrift bezieht sich auf jeden Führer eines leichten Motorrades, sofern dieser Fahrer seinen Wohnort oder seine Hauptresidenz im Grossherzogtum hat.

Die Führerscheine werden vom Verkehrsminister oder seinem Delegierten ausgestellt.

Der Führerschein ist mit dem Brustbild des Inhabers versehen und trägt eine Ordnungsnummer, die Unterschrift des Verkehrsministers oder seines Delegierten sowie diejenige des Inhabers. Er begreift folgende Angaben: Name, Vornamen, Geburts-ort und -datum, Beruf, Wohnort, Name und Vorname des Ehemannes, wenn es sich um eine verheiratete oder verwitwete Frau handelt, sowie das Datum der Ausgabe, das Datum des Endes der Gültigkeitsdauer und die Klassen für die er gültig ist.

Er kann ausserdem Vermerke über Ausdehnung oder Einschränkung enthalten.

Die gerichtlichen Fahrverbote und die administrativen Entzugsbeschlüsse werden auf dem Führerschein vermerkt.

Zur Erlangung, zum Besitz oder zur Erneuerung der Führerscheine der verschiedenen Klassen sind folgende Mindestbedingungen hinsichtlich der Sehschärfe und des Blickfeldes zu erfüllen:

Führer- schein- klasse	Sehschärfe eines jeden Auges einzeln genommen	Einäugige oder Schwach- sichtige mit einer Sehschärfe von oder unter 0,1	Gesichtsfeld	Eliminationsgründe	Bemerkungen
1	2	3	4	5	6
A	0,5/0,2 mit oder ohne Korrektur	0,8 mit oder ohne Korrektur	normales Gesichtsfeld eines Auges oder gleichwertiges beidäugiges Gesichtsfeld;	Sehschärfe, die den angegebenen Normen nicht entspricht; ein- oder beidseitige Aphakie, wenn das beste Auge keine Sehschärfe von oder über 0,8 und ein normales Gesichtsfeld hat; Nachtblindheit; Doppelsehen;	unter 3: der Kandidat, dessen Sehschärfe ohne Korrektur genügend ist, muss trotzdem eine Schutzbrille tragen;
B	0,6/0,3 mit oder ohne Korrektur	0,8 mit oder ohne Korrektur	normales Gesichtsfeld eines Auges oder gleichwertiges beidäugiges Gesichtsfeld;	Sehschärfe, die den angegebenen Normen nicht entspricht; ein- oder beidseitige Aphakie, wenn das beste Auge keine Sehschärfe von oder über 0,8 und ein normales Gesichtsfeld hat; Nachtblindheit; Doppelsehen ;	
C	0,8/0,8 oder 0,7/0,9 mit oder ohne Korrektur	0,8 ohne Korrektur	normales Gesichtsfeld eines Auges oder gleichwertiges beidäugiges Gesichtsfeld;	Sehschärfe, die den angegebenen Normen nicht entspricht; ein- oder beidseitige Aphakie, wenn das beste Auge keine Sehschärfe von oder über 0,8 und ein normales Gesichtsfeld hat; Nachtblindheit ; Doppelsehen; partielle oder totale Farbenblindheit ; ein- oder beidseitiger Lagophthalmus und Ptosis;	bei partieller Farbenblindheit, entscheidet eine praktische Prüfung über die Zuerteilung oder die Verweigerung des Führerscheines; bei ein- oder beidseitiger Aphakie, wird der Führerschein nur ausgestellt, wenn der Kandidat schon in dieser Klasse Erfahrung hat;

Führerschein-klasse	Sehschärfe eines jeden Auges einzeln genommen	Einäugige oder Schwachsichtige mit einer Sehschärfe von oder unter 0,1	Gesichtsfeld	Eliminationsgründe	Bemerkungen
1	2	3	4	5	6
D	0,8/0,8 oder 0,7/0,9 oder 0,6/1,0 ohne Korrektur	untauglich	normales beidäugiges Gesichtsfeld;	Sehschärfe, die den angegebenen Normen nicht entspricht; ein- oder beidseitige Aphakie; Nachtblindheit; Doppelsehen; partielle oder totale Farbenblindheit; Strabismus alternans; ein- oder beidseitiger Lagophthalmus und Ptosis;	

E Die Mindestbedingungen und die Eliminationsgründe entsprechen denjenigen die vorgesehen sind für die Klasse des Zugfahrzeuges, für das der Führerschein beantragt oder ausgestellt wird.

F	0,4/0,1 oder 0,3/0,2 mit oder ohne Korrektur	0,6 mit oder ohne Korrektur	normales Gesichtsfeld eines Auges oder gleichwertiges beidäugiges Gesichtsfeld;	Sehschärfe, die den angegebenen Normen nicht entspricht; ein- oder beidseitige Aphakie, wenn das beste Auge keine Sehschärfe von oder über 0,6 und ein normales Gesichtsfeld hat; Nachtblindheit; Doppelsehen;	
---	---	--------------------------------------	---	--	--

Die Führerscheine der Personen, welche die vorerwähnten Normen erst nach Korrektur durch geeignete Augengläser erfüllen, tragen den einschränkenden Vermerk « nur gültig mit korrigierenden Augengläser ». Ist dieser Vermerk nicht notwendig, so trägt der Führerschein der Klasse A1 oder A4, der an Einäugige oder Schwachsichtige ausgestellt wird, den einschränkenden Vermerk « nur gültig mit Schutzbrille ».

Auf begründetes Gutachten der im Artikel 89 vorgesehenen Spezialkommission, kann der Verkehrsminister in Ausnahmefällen zwecks Erteilung von individuellen Ermächtigungen von den im gegenwärtigen Artikel aufgestellten Normen abweichen oder gegebenenfalls andere Einschränkungen machen. »

Art. 8. Der abgeänderte Artikel 76 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Die Führerscheine begreifen folgende Klassen:

Klasse A.

1. Motorräder mit oder ohne Beiwagen;
2. Kraftfahrzeuge für Invaliden;
3. Kraftfahrzeuge mit vier Rädern und einem Eigengewicht unter 400 kg;
4. Leichte Motorräder.

Dieser Führerschein gilt nur für die besonders erwähnten Fahrzeuge dieser Klasse.

Nichtsdestoweniger besitzt der Führerschein der Klasse A1 ebenfalls Gültigkeit für die Klasse A4.

Ausserdem ist der Führerschein der Klasse A gültig um ein Fahrzeug zu ziehen, dessen Gesamtgewicht niedriger als 150 kg ist.

Klasse B.

1. Kraftfahrzeuge, die zur Personenbeförderung bestimmt sind und die einschliesslich Führerplatz weniger als 10 ganze Sitzplätze begreifen, vorbehaltlich der Bestimmungen der Artikel 83, 85, 86 und 176;
2. Kraftfahrzeuge, die zur Güterbeförderung bestimmt sind und die ein höchstzulässiges Gesamtgewicht bis zu 3.500 kg haben;
3. Arbeitsmaschinen;
4. Industrielle Traktoren mit einem Eigengewicht bis zu 3.500 kg.

Dieser Führerschein gilt nur für die besonders erwähnten Fahrzeuge dieser Klasse und für die Klasse A3 und 4 und die Klasse F, sowie für einen Anhänger, dessen höchstzulässiges Gesamtgewicht 750 kg nicht übersteigt.

Klasse C.

1. Kraftfahrzeuge, die zur Güterbeförderung bestimmt sind und deren höchstzulässiges Gesamtgewicht 3.500 kg übersteigt, welches auch die Zahl der mit diesen Fahrzeugen beförderten Personen sei, vorbehaltlich der Bestimmungen der Artikel 83, 85, 86 und 176;

2. Industrielle Traktoren deren Eigengewicht 3.500 kg übersteigt.

Dieser Führerschein gilt nur für die besonders erwähnten Fahrzeuge dieser Klasse und für die Klasse A3 und 4 und die Klasse F, sowie für einen Anhänger, dessen höchstzulässiges Gesamtgewicht 750 kg nicht übersteigt. Der Führerschein der Klasse C1 ist ausserdem gültig für sämtliche Fahrzeuge der Klasse B und der Führerschein der Klasse C2 für die Fahrzeuge der Klasse B3 und 4.

Klasse D.

Autobusse und Touristenbusse, vorbehaltlich der Bestimmungen der Artikel 83, 85, 86 und 176.

Dieser Führerschein ist ebenfalls gültig für die Klassen A3 und 4, B, C, und F sowie für einen Anhänger, dessen höchstzulässiges Gesamtgewicht 750 kg nicht übersteigt.

Klasse E.

Anhänger oder Sattelanhänger, deren höchstzulässiges Gesamtgewicht 750 kg übersteigt.

Dieser Führerschein wird nur dann ausgestellt wenn der Fahrer ebenfalls Inhaber des für das Zugfahrzeug vorgeschriebenen Führerscheines ist.

Klasse F.

Landwirtschaftliche Traktoren.

Dieser Führerschein ist ebenfalls gültig für die Klasse A4. »

Art. 9. Der erste Absatz des Artikels 78 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Jede, nicht im Grossherzogtum Luxemburg wohnhafte Person, welche Inhaber und Träger eines gültigen ausländischen Zivil- oder Militärführerscheines ist, ist ermächtigt während einer Höchstzeit von 3 Monaten ein in Luxemburg immatrikuliertes Fahrzeug zu steuern, unter der Bedingung, dass die Klasse des ausländischen Führerscheines mit derjenigen des zum Steuern dieses Fahrzeuges vorgeschriebenen, luxemburgischen Führerscheines übereinstimmt. Ein gültiger internationaler Führerscheine genügt, wenn das Ausland keinen nationalen Führerschein ausstellt.

Jedoch sind der ausländische und der internationale Führerschein nicht gültig zum Führen der im zweiten Absatz des Artikels 86 aufgezählten Fahrzeuge. »

Art. 10. Der abgeänderte Artikel 79 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Das Ersetzen eines ungültig gewordenen luxemburgischen Führerscheines geschieht nach Beibringen der in Artikel 80, unter 1°, 2°, 3° und 5° bezeichneten Belege.

Ist die Gültigkeitsdauer des Führerscheines jedoch seit mehr als 12 Monaten abgelaufen, muss sich der Inhaber ausserdem einer theoretischen und praktischen Prüfung unterwerfen.

Wenn der Interessent diese Prüfung ganz oder teilweise nicht besteht, muss er sich einem Fahrschulunterricht von mindestens vierzehn Tagen unter der Leitung eines anerkannten Fahrlehrers unterziehen. In diesem Fall muss der Fahrlehrer bei der Prüfung seines Kandidaten zugegen sein. »

Art. 11. Der Artikel 80 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Zur Erlangung des Führerscheines muss der Interessent an den Verkehrsminister einen Antrag stellen, welcher die Angaben über Name, Vornamen, Beruf, Geburtsort und -datum, sowie Wohnort enthält. Der Antrag, welcher von einer verheirateten Frau oder einer Witwe gestellt wird, muss ausserdem die Namen und Vornamen des Ehemannes enthalten.

Dem Antrag sind folgende Belege beizufügen:

1. ein Brustbild neueren Datums von 45/35 mm auf weichem Papier, das die Vorderseite des Gesichtes in wenigstens 20 mm Grösse darstellt;
2. ein ärztliches Zeugnis neueren Datums, das den durch ministeriellen Beschluss festzusetzenden Bestimmungen entspricht und bescheinigt, dass der Kandidat die erforderlichen körperlichen und geistigen Fähigkeiten besitzt;
3. einen Strafregisterauszug neueren Datums, vorbehaltlich der Bestimmungen der drei letzten Absätze des gegenwärtigen Artikels;
4. entweder eine Bescheinigung einer Haftpflichtversicherung, welche die durch den Interessenten, während der Lehrzeit und während der praktischen Prüfung verursachten Schäden deckt, oder einen vom Fahrlehrer ausgestellten Beleg, laut welchem der Fahrschulunterricht auf seinem gehörig versicherten Fahrzeug erfolgt;
5. einen Beleg, welcher das Bezahlen der durch die diesbezüglichen Reglementierung vorgesehene Spezialtaxe bescheinigt.

Zum Führen eines Fahrzeuges mit Dampfantrieb bedarf es ausserdem eines Beleges, aus dem hervorgeht, dass der Interessent die besonderen Kenntnisse über den Gebrauch der Sicherheitsvorrichtungen besitzt, mit denen die Dampfgeneratoren versehen sind.

Handelt es sich um einen Minderjährigen, der nicht grossjährig erklärt ist, so muss der Antrag zwecks Erlangung eines Führerscheines von der Person gestellt werden, unter deren Obhut der Minderjährige steht.

Ein Strafregisterauszug wird nicht verlangt von einer Person die das 18. Lebensjahr noch nicht erreicht hat.

Für Personen, die ihren normalen Wohnsitz im Ausland hatten, kann der Strafregisterauszug durch ein offizielles Dokument ersetzt werden, das die Annahme rechtfertigt, dass diese Personen die nötige moralische Gewähr zur Erlangung eines Führerscheines bieten.

Wenn das Beibringen des Strafregisterauszuges eine gewisse Zeit in Anspruch nimmt oder wenn eine gerichtliche Untersuchung sich aufdrängt, kann ein Führerschein mit einer begrenzten Gültigkeitsdauer von drei Monaten ausgestellt werden. »

Art. 12. Der abgeänderte Artikel 81 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Bei Abgabe des im ersten Absatz des Artikels 80 erwähnten Antrages, erhält der Kandidat für den Führerschein der Klassen A3, B1 und 2, C1, D und der Klasse E, der gleichzeitig mit dem Führerschein einer der vorgenannten Klassen beantragt wird, einen Fahrschülerausweis, der ihn ermächtigt, unter der Leitung eines anerkannten Fahrlehrers, ein Fahrzeug zu führen, das der Klasse des beantragten Führerscheines entspricht. Der Kandidat muss diesen Fahrschülerausweis während der Lehrzeit auf jedes Verlangen den mit der Verkehrskontrolle beauftragten Agenten vorzeigen. Der Fahrschülerausweis hat eine Gültigkeitsdauer von vier Monaten. Er kann für zwei Monate verlängert werden, wenn der Kandidat den beantragten Führerschein während der Gültigkeitsdauer des Fahrschülerausweises nicht erlangen konnte.

Der Kandidat für den Führerschein der Klassen A1 und 2, B3 und 4, C2, der Klasse E, wenn es sich um eine Erweiterung für diese Klasse handelt, und der Klasse F, erhält eine Bestätigung seines Antrages. Um sich auf die im Artikel 82 vorgesehene Prüfung vorzubereiten, ist er durch diese Bestätigung ermächtigt, ohne Mithilfe eines anerkannten Fahrlehrers, ein Fahrzeug zu führen, das der Klasse des beantragten Führerscheines entspricht, unter der Bedingung, dass dieses Fahrzeug durch eine spezielle Versicherung gedeckt ist. Der Kandidat muss seine Bestätigung und die spezielle Versicherung auf jedes Verlangen den mit der Verkehrskontrolle beauftragten Agenten vorzeigen. Die Bestätigung hat eine maximale Gültigkeitsdauer von zwei Monaten. Ausserdem hat sie Gültigkeit am Tag der Prüfung, und erlaubt dem Kandidaten, um sich nach dem auf der Einladung vermerkten Prüfungsort zu begeben und von dort nach Hause zurückzukehren. Die Bestätigung kann für höchstens zwei Monate verlängert werden, wenn der Kandidat den beantragten Führerschein während der Gültigkeitsdauer der Bestätigung nicht erlangen konnte. Die Verlängerung der Gültigkeitsdauer unterliegt der Beibringung einer gültigen speziellen Versicherung.

Während der Lehrzeit ist es jedem Kandidaten für den Führerschein der Klasse A1 verboten, eine zweite Person auf dem Fahrzeug, das zum Fahrschulunterricht benutzt wird, mitzuführen. »

Art. 13. Der abgeänderte Artikel 82 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« 1. Mit Ausnahme der Bestimmungen der nachstehenden Absätze 12, 14, 15 und 16, wird kein Führerschein ohne vorherige Prüfung, die einen theoretischen und einen praktischen Teil begreift, ausgestellt.

2. Der theoretische Teil der Prüfung geht dem praktischen Teil voraus und der praktische Teil kann nur abgehalten werden, wenn der theoretische Teil mit Erfolg bestanden ist. Jedoch kann der praktische Teil trotzdem abgehalten werden, wenn der Kandidat für den Führerschein der Klassen B3 und 4, C2, E und F den theoretischen Teil der Prüfung nicht mit Erfolg bestanden hat.

3. Die Kandidaten werden durch einen vom Verkehrsminister anerkannten Examinator geprüft. Jedoch findet für den Führerschein « Fahrlehrer » der theoretische Teil der Prüfung vor einer vom Verkehrsminister bezeichneten Kommission statt, die wenigstens drei Mitglieder umfasst.

4. Um zur Prüfung zugelassen zu werden, muss der Inhaber eines Fahrschülerausweises, durch Aushängung dieses Ausweises an den Examinator den Beweis erbringen, dass er sich einem Fahrschul-

unterricht von wenigstens einem Monat unterzogen hat, unter der Leitung eines anerkannten Fahrlehrers, der Inhaber eines Führerscheines ist, welcher der Art des zu führenden Fahrzeuges entspricht. Der theoretische Unterricht begreift wenigstens fünf Perioden von je einer Stunde und der praktische Fahrunterricht wenigstens zehn Perioden von je einer Stunde. Jedoch ist der vorerwähnte theoretische Unterricht nicht obligatorisch für den Inhaber eines Gesellenzeugnisses für das Handwerk Berufskraftfahrzeugführer.

Der Fahrlehrer und der Kandidat müssen auf dem Fahrschülerschein den Tag und die Stunde des Fahrschulunterrichtes durch ihre Unterschrift bescheinigen.

5. Um zur Prüfung zugelassen zu werden, muss der Kandidat dem Examinator die Bescheinigung seines Führerscheinantrages übergeben und nachweisen, dass er sich einem theoretischen Unterricht, von wenigstens 8 Tagen, unter der Leitung eines anerkannten Fahrlehrers unterzogen hat. Der theoretische Unterricht begreift wenigstens drei Perioden von je einer Stunde. Jedoch ist der theoretische Unterricht nicht obligatorisch für den Kandidaten, der bereits Inhaber eines Führerscheines ist.

6. Der Verkehrsminister kann in Ausnahmefällen oder falls es sich um eine Erweiterung eines Führerscheines auf eine andere Klasse handelt, individuelle Ermächtigungen erteilen, welche die Dauer des Fahrschulunterrichtes und die Zahl der Lernstunden vermindern.

7. Vor den Prüfungen kontrolliert der Examinator die Identität des Kandidaten. Wenn der Examinator, oder die in Artikel 89 vorgesehene Spezialkommission, die Befähigung des Kandidaten zur Nachtfahrt bezweifelt, kann eine praktische Prüfung bei Nacht abgehalten werden.

8. Die praktische Prüfung zur Erlangung eines Führerscheines der verschiedenen Klassen muss mittels eines Fahrzeuges erfolgen, das der Klasse des beantragten Führerscheines entspricht.

Jedoch muss die praktische Prüfung zur Erlangung eines Führerscheines « Fahrlehrer » der Klasse B oder eines Führerscheines « Berufskraftfahrzeugführer » der Klasse B mittels eines Fahrzeuges erfolgen, dessen Motor einen Hubraum von wenigstens 1.500 ccm hat und das nicht mit einer automatischen Gangschaltung versehen ist. Die praktische Prüfung zur Erlangung eines Führerscheines « Fahrlehrer » der Klasse C oder D oder eines Führerscheines « Berufskraftfahrzeugführer » der Klasse C oder D muss entweder mittels eines Kraftfahrzeuges erfolgen das zur Güterbeförderung bestimmt ist und dessen höchstzulässiges Gesamtgewicht 5.000 kg übersteigt, oder mittels eines Kraftfahrzeuges erfolgen, das zum Personentransport bestimmt ist und wenigstens 18 ganze Sitzplätze, abzüglich der Klappsitze aufweist. Der Vordersitz des Kraftfahrzeuges, das zum Gütertransport bestimmt ist, muss Sitzplätze für wenigstens drei Personen, den Fahrer einbegriffen, aufweisen.

9. Im Laufe der theoretischen und praktischen Prüfung füllt der Examinator ein Prüfungsblatt aus, das einem vom Verkehrsminister genehmigten Muster entspricht.

10. Nach Abschluss der Prüfungen stellt der Examinator ein Protokoll über das Resultat der Prüfung auf und erteilt einen provisorischen Führerschein, wenn er die Kenntnisse des Kandidaten als genügend erachtet. Dieser provisorische Führerschein hat eine Gültigkeitsdauer von sechs Monaten.

11. Der definitive Führerschein wird vom Verkehrsminister oder seinem Delegierten ausgegeben auf Grund des Protokolls, aus dem hervorgeht, dass der Kandidat genügende Kenntnisse besitzt.

12. Der Inhaber eines ausländischen Führerscheines oder der Inhaber eines gültigen Militärführerscheines, der einen Führerschein der Klasse A, B, C, D, E oder F beantragt, ist von der Beibringung der in Artikel 80 unter 4 bezeichneten Belege entbunden. Der beantragte Führerschein kann ihm ohne Prüfung ausgestellt werden, sofern die in Artikel 74 vorgeschriebenen Altersbedingungen erfüllt sind. Falls die Gültigkeitsdauer des ausländischen Führerscheines seit mehr als zwölf Monaten abgelaufen ist, muss der Inhaber sich einer theoretischen und praktischen Prüfung unterziehen.

Der Kandidat, der seinen früheren Wohnsitz in Belgien hatte und der nicht Inhaber eines ausländischen Führerscheines ist, wird zur Prüfung zugelassen und zwar auf Vorzeigen eines internationalen

Führerscheines sowie einer Bescheinigung der belgischen Lokalbehörde, die bestätigt, dass der Interessent in Belgien während wenigstens einem Jahr Fahrzeuge geführt hat, die dem beantragten Führerschein der Klasse A, B, C, D, E oder F entsprechen.

Falls die im gegenwärtigen Paragraphen erwähnten Personen die Prüfung nicht mit Erfolg bestehen, müssen sie sich dem Fahrschulunterricht unter der Leitung eines Fahrlehrers unterziehen.

13. Kein Führerschein « Fahrlehrer » oder « Berufskraftfahrzeugführer » kann unter Anwendung der vorstehenden Bestimmungen unter 12 ausgestellt werden.

14. Der Führerschein der Klasse A2 oder 4 wird nach vorheriger Prüfung ausgestellt, die nur einen theoretischen Teil begreift, welcher sich auf die Reglementierung des Strassenverkehrs bezieht. Diese Prüfung ist jedoch nicht vorgeschrieben für Personen, die bereits eine Prüfung zur Erlangung eines Führerscheines für ein anderes Kraftfahrzeug bestanden haben.

15. Der Inhaber eines Führerscheines der Klasse C und der Inhaber eines Führerscheines « Berufskraftfahrzeugführer » oder « Fahrlehrer » der Klasse C, die eine Erweiterung auf die Klasse D beantragen, müssen den Vorschriften des Artikels 80 Genüge leisten und eine praktische Prüfung mit Erfolg bestehen.

16. Ein Führerschein, gültig für den Tag der praktischen Prüfung, kann dem Inhaber eines luxemburgischen Führerscheines, eines Militärführerscheines oder eines ausländischen Führerscheines, dessen Gültigkeitsdauer abgelaufen ist, ausgestellt werden, unter der Bedingung, dass die Klasse des beantragten Führerscheines derjenigen des ungültig gewordenen Führerscheines entspricht. »

Art. 14. Der Artikel 83 des vorerwähnten Grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Jede Person, die Fahrschulunterricht für Kraftfahrzeuge erteilt, muss Inhaber der im Artikel 84 vorgesehenen Zulassung sowie des Führerscheines « Fahrlehrer » sein, der Gültigkeit für das Führen des Fahrzeuges besitzt, das zum Fahrunterricht oder zur Ablegung der praktischen Prüfung dient. »

Art. 15. Artikel 84 des vorerwähnten Grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Um zur theoretischen und praktischen Prüfung zwecks Erlangung eines Führerscheines « Fahrlehrer » zugelassen zu werden, muss der Kandidat den Bestimmungen des Artikels 80 Genüge leisten und ausserdem folgende Bedingungen erfüllen:

1. Seit wenigstens drei Jahren Inhaber eines Führerscheines der Klasse B sein;
2. Inhaber eines Gesellenzeugnisses für die Handwerke Berufskraftfahrzeugführer oder Automechaniker sein oder den Nachweis über eine gleichwertige Ausbildung erbringen.

Um vom Verkehrsminister zur Ausübung des Fahrlehrerberufes bei einem Fahrlehrermeister zugelassen zu werden, muss der Inhaber eines Führerscheines « Fahrlehrer » über den Raum und das Unterrichtsmaterial, verfügen, die im Ministerialbeschluss vorgeschrieben werden. Dieser Beschluss bestimmt ausserdem die Aufnahmebedingungen, die Prüfungsfächer, die Einrichtung des Lehrsaales sowie den Preis der Unterrichtsstunden.

Um vom Verkehrsminister zur Ausübung des selbstständigen Fahrlehrerberufes zugelassen zu werden, muss der Inhaber eines Führerscheines « Fahrlehrer » die in dem vorhergehenden Absatz festgelegten Bedingungen erfüllen, eine Erfahrung in der Ausübung seines Berufes erlangt haben und Inhaber der Meisterdiplome für das Handwerk Fahrlehrer oder Automechaniker sein, oder den Beweis über eine gleichwertige Ausbildung erbringen. »

Art. 16. Artikel 85 des vorerwähnten Grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Der Führerschein « Fahrlehrer » ist gültig zum Führen der in den Artikeln 76 und 86 erwähnten Fahrzeuge, gemäss den jeweils auf diesem Führerschein bezeichneten Klassen. »

Art. 17. Der abgeänderte Artikel 86 des vorerwähnten Grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Jeder Fahrer, der hauptberuflich den Kraftfahrzeugführerberuf ausübt, erhält einen Führerschein, der die Aufschrift seiner beruflichen Befähigung unter dem Vermerk « Berufskraftfahrzeugführer » trägt, unter der Bedingung, dass er mit seinem Antrag ein Gesellenzeugnis für das Handwerk Berufskraftfahrzeugführer oder ein gleichwertiges Zeugnis beibringt und sich den in Artikel 87 vorgeschriebenen theoretischen und praktischen Prüfungen unterzieht und dieselben mit Erfolg besteht.

Der Führerschein « Berufskraftfahrzeugführer » ist erforderlich für das Führen von Omnibussen, Touristenbussen, Taxen, Mietwagen und Kraftfahrzeugen, die zur Güterbeförderung bestimmt sind und deren höchstzulässiges Gesamtgewicht, mit oder ohne Anhänger, 5.000 kg übersteigt. Der Führerschein « Berufskraftfahrzeugführer » ist gültig für das Lenken der in Artikel 76 erwähnten Fahrzeuge, gemäss den jeweils auf diesem Führerschein bezeichneten Klassen.

Die Vorschriften des vorerwähnten Absatzes sind nicht anwendbar:

- a) auf die auf dem Fahrzeugausweis des gelenkten Fahrzeuges eingetragenen Fahrzeug - Eigentümer oder - Halter;
- b) auf Militärpersonen, die Armeefahrzeuge führen;
- c) auf die Führer von Fahrzeugen der Gendarmerie, der Polizei, der Protection Civile sowie des Feuerwehr- und Hilfsdienstes;
- d) auf die Führer der Sanitätswagen;
- e) auf die Führer der Fahrzeuge, die mit einer roten Erkennungstafel versehen sind;
- f) auf die Führer der Kraftfahrzeuge, die den Führersitz eingerechnet, weniger als 10 Sitzplätze begreifen, sei es, dass sie zur entgeltlichen Beförderung von Schülern und Schulkindern, sei es dass sie zur entgeltlichen Beförderung von Lohnempfänger zwischen dem Arbeitsort und dem Wohnort der Lohnempfänger dienen.

Die Bestimmung unter a) bezieht sich auf die Miteigentümer des gelenkten Fahrzeuges, falls es sich um eine Gesellschaft handelt. »

Art. 18. Der abgeänderte Artikel 87 des vorerwähnten Grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Der Kandidat, der zur theoretischen und praktischen Prüfung zwecks Erlangen eines Führerscheines « Berufskraftfahrzeugführer » zugelassen werden will, muss den Bestimmungen des Artikels 80 Genüge leisten und ausserdem folgende Bedingungen erfüllen:

1. wenigstens 20 Jahre alt sein;
2. seit wenigstens einem Jahr Inhaber eines Führerscheines der Klasse B sein;
3. Inhaber eines Gesellenzeugnisses für das Handwerk Berufskraftfahrzeugführer sein oder den Beweis einer gleichwertigen Ausbildung erbringen.

Um zur theoretischen und praktischen Prüfung zwecks Erlangung eines Führerscheines « Berufskraftfahrzeugführer » der für die Klasse D Gültigkeit hat, zugelassen zu werden, muss der Kandidat jedoch wenigstens 21 Jahre alt sein und seit wenigstens zwei Jahren Inhaber eines Führerscheines der Klasse B sein. »

Art. 19. Artikel 88 des vorerwähnten Grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Jeder Führer eines Kraftfahrzeuges der Armee muss Inhaber eines Militärführerscheines sein, der ihm auf Grund einer Prüfung vom Generalstabschef oder seinem Delegierten ausgestellt wird.

Dieser Führerschein, der ausschliesslich für das Führen von Kraftfahrzeugen der Armee vorbehalten ist, kann für die im Artikel 76 vorgesehenen Klassen A, B, C, D und E, sowie für die Klasse G « Fahrlehrer » und die nachstehende Klasse F ausgestellt werden:

Klasse F — Kettenkraftfahrzeuge oder Halbkettenfahrzeuge mit oder ohne Anhänger:

- a) leichte,
- b) mittelschwere,
- c) schwere,

Die Altersgrenze ist einheitlich für alle Klassen auf 18 Jahre festgesetzt.

Die Bestimmungen des Artikels 84 sind nicht anwendbar auf den Militärführerschein der Klasse G. »

Art. 20. Der abgeänderte Artikel 89 des vorerwähnten Grossherzoglichen Beschlusses vom 23 November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Die Führerscheine der Klassen A, B und F haben eine Gültigkeitsdauer von 10 Jahren, vom Tage ihrer Ausstellung oder ihrer Erneuerung gerechnet.

Die Führerscheine der Klassen C und D sind 5 Jahre gültig.

Jedoch haben die Führerscheine « Berufskraftfahrzeugführer » und « Fahrlehrer », die für die Klasse B, Coder D gültig sind, eine Gültigkeitsdauer von 5 Jahren, wenn der Fahrer bei Ausstellung oder Erneuerung das Alter von 50 Jahren noch nicht erreicht hat, und eine Gültigkeitsdauer von 3 Jahren, wenn der Fahrer bei Ausstellung oder Erneuerung dieses Alter erreicht oder überschritten hat.

Der Führerschein der Klasse E hat dieselbe Gültigkeitsdauer wie der Führerschein, der zum Führen des Zugfahrzeuges vorgeschrieben ist.

Die normale Gültigkeitsdauer des Führerscheines kann eingeschränkt werden, wenn der Kandidat oder Inhaber an einer Krankheit oder Untauglichkeit leidet, die sich weiter verschlimmern kann.

Zwecks Erneuerung seines Führerscheines muss der Interessent an den Verkehrsminister einen Antrag richten, dem die in Artikel 80 unter 1, 2 und 3 vorgesehenen Belege beizufügen sind.

Die Erneuerung des Führerscheines unterliegt ausserdem der Zahlung der durch die diesbezügliche Reglementierung vorgesehenen Spezialtaxe.

Der Verkehrsminister setzt eine Spezialkommission ein, die beauftragt ist, die Personen zu untersuchen, die ein Gebrechen haben oder unter Störungen leiden, die gegebenenfalls ihre Tauglichkeit oder Fähigkeit ein Kraftfahrzeug zu führen, beeinträchtigen können.

Die Kommission wird sich über die Untauglichkeit oder über die dauernde oder zeitweise körperliche oder geistige Unfähigkeit der im vorhergehenden Absatz bezeichneten Personen äussern, wobei sie das Ergebnis ihrer ärztlichen Untersuchung sowie die von besonders beauftragten Arzt-Experten aufgestellten Gutachten oder die von den untersuchten Personen beigebrachten Bescheinigungen berücksichtigt.

Die Kosten für Experten-Gutachten gehen zu Lasten der Interessenten.

Die Kommission übergibt dem Verkehrsminister ein begründetes Gutachten. Sie wird ebenfalls die Fälle bestimmen, in denen das Tragen eines Spezialapparates oder eine spezielle Umänderung des Fahrzeuges sich aufdrängt und wird sich über die Art der Anpassung des Fahrzeuges äussern.

Der Verkehrsminister wird seinen Entscheid nach Einsicht des begründeten Gutachtens der Kommission fällen. Er kann den Führerschein verweigern oder entziehen oder individuelle Ermächtigungen mit anderen eventuellen Einschränkungen zugestehen. »

Art. 21. Der abgeänderte Artikel 93 des vorerwähnten Grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Der Fahrzeugausweis für Kraftfahrzeuge enthält folgende Angaben:

Immatrikulationsnummer:	(A)		
Datum der ersten Inbetriebnahme:	(B)		
Eigentümer	Name:	(C)	(1)
oder	Vornamen:	(D)	(2)
Halter	Beruf:	(3)	(3)
	Wohnort:	(E)	(4)
	Strasse und N°:	(4)	(4)
Art des Fahrzeuges:	(5)		
Baujahr des Fahrzeuges:	(6)		
Fahrgestell:	Erbauer:	(F)	(7)
	Typ:	(8)	(8)
	Ordnungsnummer in der Typenserie oder Fabrikationsnummer:	(G)	(9)
	Nummer:	(10)	(10)
	Zylinderzahl:	(11)	(11)
Motor:	Bohrung:	mm	(12)
	Hub:	mm	(13)
	Hubraum:	ccm	(14)
	Leistung in PS (SAE):	(15)	(15)
	Form:	(16)	(16)
	Farbe:	(17)	(17)
Wagenaufbau:	Zahl der Sitzplätze,	vorne:	(18)
	einschliesslich Führersitz:	hinten:	
	Andere Sitzplätze:		
	Zahl der Liegeplätze oder Tragbahnen:		
	Zahl der durch den Eigentümer eingerichteten Sitze:	(19)	(19)
	Art der Einrichtung der Sitze:	(20)	(20)
Eigengewicht des Fahrzeuges (in kg):	Vordergestell:	(21)	
	Hintergestell:		
	Total:		
Höchstzulässiges Gesamtgewicht (in kg):	(22)		
	Vordergestell:	(22)	
	Hintergestell:	(22)	
Gebrauchtes Fahrzeug			
eingeführt aus:	am:	(23)	
Gasbehälter:			
Prüfungsbescheinigung N°:		(24)	
deren Gültigkeitsdauer am:	abläuft.		

Ein grossgeschriebener lateinischer Buchstabe wird der Immatrikulationsnummer vorangestellt in Ausführung der Vorschriften des Artikels 62.

Der Fahrzeugausweis für Kraftfahrzeuge, die zur Güterbeförderung dienen, enthält ausserdem folgende Angaben:

Zahl der Stehplätze:	(20 a)
Zahl der Plätze auf dem Boden des Ladekastens:	(20 b)
Zugvermögen des Motors (in kg):	
(Kraftfahrzeug und gezogenes Fahrzeug):	(22 a)
Anhängevermögen (in kg):	(22 b)

Der Fahrzeugausweis für Autobusse und Touristenbusse enthält nicht die vorerwähnte Rubrik (18). Er ist wie folgt abgeändert und ergänzt:

	Autobusse:	Touristenbusse:	
Plätze einschliesslich Führersitz:	{ Sitzplätze:	Sitzplätze:	(18)
	{ Stehplätze:	Stehplätze:	
Zugvermögen des Motors (in kg):	.....	Klappsitze:	(22 a)
(Kraftfahrzeug und gezogenes Fahrzeug):	.....	.....

Es ist verboten, die Fabrikationsnummer des Motors und des Fahrgestells zu entstellen, zu ändern, zu entfernen oder zu ersetzen.

Beim Ersetzen des Motors oder eines Teiles des Motors, des Fahrgestells oder eines Teiles des Fahrgestells ist es verboten in den neuen Motor, das neue Fahrgestell oder das neue Ersatzstück, die Fabrikationsnummer des ersetzten Teiles oder eine andere Nummer einzuprägen, es sei denn, dass eine vorherige Genehmigung des Verkehrsministers vorliegt.

Der Fahrzeugausweis, der die in Artikel 62 unter h) bezeichneten Fahrzeuge deckt, bezeichnet den normalen Wohnsitz ausserhalb der Beneluxstaaten, der durch den Fahrzeug - Eigentümer oder - Halter angegeben wurde und trägt einen roten Streifen, auf dem die zwei letzten Ziffern der Jahreszahl des Jahres aufgetragen sind, bei dessen Ende die Gültigkeitsdauer der provisorischen Immatriculation abläuft. »

Art. 22. Der abgeänderte Artikel 94 des vorerwähnten Grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Der Fahrzeugausweis für Anhänger, Jahrmarktfahrzeuge und Wohnwagen enthält folgende Angaben:

Einregistrierungsnummer:	.....	(A)
Datum der ersten Inbetriebnahme:	.....	(B)
Eigentümer oder Halter	Name:	(C) (1)
	Vornamen:	(D) (2)
Beruf:	.....	(3)
	Wohnort:	(E)
Strasse und N°:	.....	(4)
Zahl der Achsen:	.....	(5)
Baujahr des Fahrzeuges:	.....	(6)
Fahrgestell:	{ Erbauer:	(F) (7)
	{ Typ:	
Wagenaufbau:	{ Form:	(9)
	{ Länge:	(10)
	{ Breite:	(11)
Zahl der Sitzplätze:	.....	(12)
	Zahl der durch den Eigentümer eingerichteten Sitze:	(12 a)
	Art der Einrichtung der Sitze:	(12 b)
Zahl der Plätze auf dem Boden des Ladekastens:	.....	(12 c)
Eigengewicht (in kg):	{ vorn:	(13)
	{ hinten:	
	{ Total:	
Höchstzulässiges Gesamtgewicht (in kg):	{ Total:	(14)
	{ vorn:	
	{ hinten:	



Bereifung: { vorn: (15)
 { hinten: (16)
Radstand: (17)
Nützlicher Uebergang: (18)
Notbremse: (19)
Betriebsbremse: (20)

Auf dem Fahrzeugausweis für Sattelanhänger werden die vorstehenden Rubriken (14), (15) und (16) durch folgenden Text ersetzt:

Höchstzulässiges Gesamtgewicht: kg (siehe Rückseite) (14)
Höchstzulässiges Gesamtgewicht des Hintergestells (in kg): (15)
Bereifung: hinten: (16)

Folgender Text steht auf der Rückseite des Fahrzeugausweises:

Höchstzulässiges Gesamtgewicht (Pma).

1. Kolonne. Pma des Sattelanhängers (in kg), das aufgestellt ist auf Grund der Eigentümlichkeiten des Sattelanhängers gegebenenfalls unter Berücksichtigung des Anhängervermögens des Zugfahrzeuges und seiner Motorkraft.
2. Kolonne. Pma des Sattelanhängers + Eigengewicht des Zugfahrzeuges, gegebenenfalls unter Berücksichtigung der Grenze, die durch Artikel 12 des Verkehrsreglementes vorgeschrieben ist.

Immatrikulationsnummer
des Zugfahrzeuges:

1. Kolonne:

2. Kolonne:

.....

Das unter der vorerwähnten Rubrik (14) angegebene höchstzulässige Gesamtgewicht kann nicht überschritten werden, selbst wenn das Zugvermögen des Zugfahrzeuges höher ist als dieses Gewicht. Desweiteren ist es verboten, einen Anhänger oder Sattelanhänger nachzuziehen, dessen unter Rubrik (14) angegebene höchstzulässige Gesamtgewicht höher ist, als das im Zusammenhang mit dem Zugvermögen des Zugfahrzeuges errechnete höchstzulässige Gesamtgewicht. »

Art. 23. Der Absatz A 3 e) des Artikels 95 des vorerwähnten Grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch zwei Absätze mit folgendem Text ergänzt:

« Handelt es sich um ein aus zweiter Hand erworbenes Fahrzeug, das bereits in Belgien seit dem 1. November 1962 immatrikuliert war, kann die Immatrikulation auf Grund der Vorlage des belgischen Carnets oder Certifikates stattfinden, das nach diesem Datum ausgestellt wurde und eine genaue Beschreibung des Fahrzeuges enthält.

Trägt ein nach dem 1. November 1962 ausgestelltes Carnet oder Certificat den Stempelaufdruck « Douane Belge — Admission en franchise temporaire », so ist die Vorlage eines gültigen Zollvorvermerkscheines erforderlich, der auf den Namen der die neue Immatrikulation beantragenden Person ausgestellt ist. »

Art. 24. Artikel 102 des vorerwähnten Grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Die Verkehrshindernisse müssen auf folgende Weise gekennzeichnet werden:

- 1) Kleinere Arbeiten auf der öffentlichen Strasse, die den Verkehr nicht unterbinden, müssen gekennzeichnet sein:

- a) am Tage, durch das Verkehrszeichen N° 16 (Arbeiten), das auf eine genügend grosse Entfernung aufgestellt ist;
- b) vom Beginn der Abenddämmerung bis zur Morgendämmerung sowie am Tage, wenn insbesondere die Witterung es erfordert, durch eine oder mehrere roten oder orangefarbenen Laternen oder durch Rückstrahler von gleicher Farbe.

Ausserdem muss das Verkehrszeichen N° 37a (Geschwindigkeitsbegrenzung für alle Fahrzeuge) auf eine genügend grosse Entfernung aufgestellt sein, wenn die Ausführung der Arbeiten eine Geschwindigkeitsbegrenzung erfordert.

2) Wird durch die Ausführung der Arbeiten der Verkehr auf der öffentlichen Strasse teilweise unterbunden, muss die vorstehend unter 1) vorgeschriebene Kennzeichnung wie folgt vervollständigt werden:

- a) durch Schranken, die auf der Vorderseite abwechselnd mit roten und weissen Streifen, und auf der Rückseite mit einer neutralen Farbe bemalt sind und die an den äussersten Enden der Baustelle aufgestellt sind. Die Rückseite der Schranken kann mit schwarzen Buchstaben die Aufschrift « Fin de chantier » tragen;
- b) durch das Verkehrszeichen N° 42a (obligatorische Fahrrichtung), dessen Pfeil ungefähr 45° gegen den Boden gerichtet ist, wenn die Strassenbenutzer genötigt sind die normale Verkehrspur zu verlassen;
- c) durch das Verkehrszeichen N° 25 (Einfahrt verboten für alle Fahrzeuge), wenn der Verkehr nur in einer Richtung auf dem freien Teil der Fahrbahn gestattet ist;
- d) durch das Verkehrszeichen N° 14 (Ueberlassen der Vorfahrt) und N° 58 (Vorfahrt), wenn der freie Teil der Fahrbahn das Kreuzen zweier Fahrzeuge nicht erlaubt. Diese Verkehrszeichen können durch leuchtende oder nichtleuchtende Farbzeichen, die in Artikel 109 vorgesehen sind, ersetzt werden;
- e) durch das Verkehrszeichen N° 28 (Ueberholverbot), wenn der freie Teil der Fahrbahn das Ueberholen zweier Kraftfahrzeuge nicht erlaubt.

3) Ein Hindernis, das den Fahrzeugverkehr vollständig auf der öffentlichen Strasse unterbindet, muss mit dem Verkehrszeichen N° 24 (Allgemeines Fahrverbot) und mit Schranken, die auf der Vorderseite mit abwechselnd roten und weissen Streifen und auf der Rückseite mit einer neutralen Farbe bemalt sind, gekennzeichnet sein.

Die Kennzeichnung kann durch das Verkehrszeichen N° 43a (Umleitung) ergänzt werden.

4) Die seitlichen Grenzen dieser Verkehrshindernisse müssen mit geeigneten Vorrichtungen gekennzeichnet sein, damit die Verkehrsteilnehmer sich nicht über die Ausmasse der Hindernisse irren können.

5) Unter Vorbehalt der Bestimmungen des Kapitels VII des gegenwärtigen Beschlusses, muss jedes andere Verkehrshindernis gekennzeichnet werden:

- a) am Tage, durch ein oder mehrere gut sichtbare hellrote Vorrichtungen oder durch das Verkehrszeichen N° 21 (andere Gefahren), das auf eine genügend grosse Entfernung aufgestellt ist;
- b) vom Beginn der Abenddämmerung bis zur Morgendämmerung oder am Tage, bei beschränkter Sicht, durch eine oder mehrere roten oder orangefarbenen Laternen oder durch Rückstrahler von gleicher Farbe.

Die Vorrichtungen, welche die Verkehrshindernisse abgrenzen, sowie die Schranken müssen vom Beginn der Abenddämmerung bis zur Morgendämmerung oder am Tage, bei beschränkter Sicht, durch rote oder orangefarbene Laternen oder durch Rückstrahler von gleicher Farbe gekennzeichnet werden.

Sie können jedoch von weisser Farbe sein, wenn sie nur in einer Verkehrsrichtung sichtbar sind und das Hindernis oder die Grenzen der Baustelle auf der dieser Verkehrsrichtung gegenüberliegenden Seite kennzeichnen. Sie können weiss oder orangefarbig sein, wenn sie das Hindernis oder die Grenzen der Baustelle, welche die zwei Verkehrsrichtungen trennen, kennzeichnen.

Wenn rote Laternen gebraucht werden, müssen diese dauernd leuchten.

Die in diesem Artikel erwähnten Laternen oder Vorrichtungen müssen auf der Seite der öffentlichen Strasse, wo sich der Verkehr abwickelt, aufgestellt und so verteilt werden, dass das Hindernis genügend gekennzeichnet ist.

Die Kennzeichnung eines Hindernisses muss von demjenigen, der es verursacht hat, vorgenommen werden. Jedoch werden die Verkehrszeichen, die ein Verbot oder eine Verpflichtung bedingen, von der zuständigen Verwaltung aufgestellt.

Unterlässt es der Urheber eines Hindernisses dieses gemäss den Vorschriften zu kennzeichnen, besorgt die Verwaltung diese Kennzeichnung auf Kosten desjenigen, der die Kennzeichnung unterlassen hat. »

Art. 25. Artikel 172 des vorerwähnten Grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch einen letzten Absatz mit folgendem Text ergänzt:

« Unter Berücksichtigung der besonders vorgesehenen Ausnahmen, sind die Vorschriften betreffend Beschaffenheit und Ladung der Fahrzeuge, Ausrüstung und eigentlicher Verkehr ebenfalls auf die Fahrzeuge, die der Immatrikulation im Ausland unterliegen und auf ihre Fahrer anwendbar. Die Vorschriften der Artikel 51 unter 2° und 3°, 52 und 54 sind jedoch nicht anwendbar auf die vorerwähnten Fahrzeuge, unter der Bedingung, dass diese Fahrzeuge den diesbezüglichen Bestimmungen entsprechen, die durch die Gesetzgebung ihres Herkunftslandes vorgesehen sind. »

Art. 26. Die drei ersten Absätze des abgeänderten Artikels 176 des vorerwähnten Grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 werden durch folgenden Text ersetzt:

- a) Der Inhaber eines Führerscheines der Klasse H, der vor dem 1. Juni 1966 ausgestellt wurde, erhält auf Antrag hin und ohne weitere Kosten und Formalitäten den Führerschein « Berufskraftfahrzeugführer » für die auf dem Führerschein der Klasse H bezeichneten Klassen;
- b) der Inhaber eines Führerscheines der Klasse C, der vor dem 1. Januar 1964 ausgestellt wurde, erhält den Führerschein « Berufskraftfahrzeugführer » für die Klasse C;
- c) der Inhaber eines Führerscheines der Klasse C, der zwischen dem 1. Januar 1964 und dem 1. Juni 1966 ausgestellt wurde, erhält, nachdem er die in Artikel 82 vorgesehene theoretische und praktische Prüfung mit Erfolg bestanden hat, den Führerschein « Berufskraftfahrzeugführer » für die Klasse C. Es verhält sich ebenso für den Inhaber des Führerscheines der Klasse H-Anwärter, der gültig ist für die Klasse C und für den Inhaber eines Militärführerscheines der Klasse C, unter der Bedingung, dass diese Führerscheine vor dem 1. Juni 1966 ausgestellt wurden;
- d) der Inhaber eines Führerscheines der Klasse D, der vor dem 1. Januar 1964 ausgestellt wurde, erhält den Führerschein « Berufskraftfahrzeugführer » für die Klasse D;
- e) der Inhaber eines Führerscheines der Klasse D, der zwischen dem 1. Januar 1964 und dem 1. Juni 1966 ausgestellt wurde, erhält, nachdem er die in Artikel 82 vorgesehene theoretische und praktische Prüfung mit Erfolg bestanden hat, den Führerschein « Berufskraftfahrzeugführer » für die Klasse D. Es verhält sich ebenso für den Inhaber des Führerscheines der Klasse H-Anwärter, der gültig ist für die Klasse D und für den Inhaber eines Militärführerscheines der Klasse D, unter der Bedingung, dass diese Führerscheine vor dem 1. Juni 1966 ausgestellt wurden;
- f) der Inhaber eines Führerscheines der Klasse H-Anwärter, der gültig ist für die Klasse B und vor dem 1. Juni 1966 ausgestellt wurde, erhält, nachdem er die in Artikel 82 vorgesehene theoretische

und praktische Prüfung mit Erfolg bestanden hat, den Führerschein « Berufskraftfahrzeugführer » für die Klasse B;

- g) der Inhaber eines ausländischen Führerscheines der Klasse C oder einer gleichwertigen Klasse, der vor dem 1. Januar 1964 ausgestellt wurde, erhält den Führerschein « Berufskraftfahrzeugführer » für die Klasse C, nachdem er sich unter Leitung eines anerkannten Fahrlehrers einem theoretischen und praktischen Fahrschulunterricht von wenigstens einem Monat unterzogen und die in Artikel 82 vorgesehene theoretische und praktische Prüfung mit Erfolg bestanden hat. Der Inhaber eines ausländischen Führerscheines der Klasse D oder einer gleichwertigen Klasse, der vor dem 1. Januar 1964 ausgestellt wurde, erhält unter den gleichen Bedingungen den Führerschein « Berufskraftfahrzeugführer » für die Klasse D;
- h) die Gültigkeitsdauer der Führerscheine « Berufskraftfahrzeugführer », die in Ausführung der vorstehenden Uebergangsbestimmungen unter a) bis g) ausgestellt wurden, beträgt 5 Jahre für die Fahrer, die das Alter von 50 Jahren noch nicht erreicht haben und 3 Jahre für die Fahrer, die dieses Alter erreicht oder überschritten haben;
- i) die Gültigkeit der Führerscheine der vorstehend unter a), b), c), d), e) und f) erwähnten Klasse C, D, H-Anwärter oder H, wird bis zum 31. Dezember 1968 nach den Vorschriften geregelt, die vor dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Reglementes anwendbar waren;
- j) ab 1. Juni 1966 werden während zwei Jahren, Führerscheine « Berufskraftfahrzeugführer - Kandidat », an die Kandidaten ausgestellt, die wenigstens 21 Jahre alt sind, wenigstens seit einem Jahre Inhaber eines Führerscheines der Klasse B sind, sich unter der Leitung eines anerkannten Fahrlehrers einem theoretischen und praktischen Fahrschulunterricht von wenigstens einem Monat unterzogen und die in Artikel 82 vorgesehene theoretische und praktische Prüfung mit Erfolg bestanden haben. Die Gültigkeitsdauer dieser Führerscheine läuft entgeltig am 31. Dezember 1969 ab. Der Inhaber eines Führerscheines « Berufskraftfahrzeugführer - Kandidat » erhält den Führerschein « Berufskraftfahrzeugführer » nur unter der Bedingung, dass er den Vorschriften des Artikels 87 Genüge leistet und eine neue theoretische und praktische Prüfung mit Erfolg besteht. Der Führerschein « Berufskraftfahrzeugführer - Kandidat » ist gültig zum Führen der in den Artikeln 76 und 86 erwähnten Fahrzeuge gemäss den jeweils auf diesem Führerschein bezeichneten Klassen.

Die Inhaber von Führerscheinen und die Kandidaten von Führerscheinen, die vorstehend unter b), c), d), e), f), g) und j) erwähnt sind, müssen ausserdem den Vorschriften des Artikels 80 Genüge leisten.

Die Inhaber der unter c), e) und f) erwähnten Führerscheine, welche die vorgeschriebene Prüfung nicht mit Erfolg bestehen, müssen sich einem Fahrschulunterricht von wenigstens 15 Tagen unter der Leitung eines anerkannten Fahrlehrers unterziehen.

Die Uebergangsbestimmungen dieses Artikels können ebenfalls Anwendung finden auf die Inhaber von abgelaufenen Führerscheinen, falls sie sich, unter der Leitung eines anerkannten Fahrlehrers, einem theoretischen und praktischen Fahrschulunterricht von wenigstens einem Monat unterziehen und die in Artikel 82 vorgesehene theoretische und praktische Prüfung mit Erfolg bestehen.

Die im vorerwähnten Grossherzoglichen Beschluss vom 25. September 1959 vorgesehenen Uebergangsbestimmungen, betreffend den Führerschein der Klasse H, sind abgeschafft.

Der Inhaber eines Führerscheines der Klasse G, der vor dem 1. Juni 1966 ausgestellt wurde, erhält auf Antrag hin und ohne weitere Kosten und Formalitäten den Führerschein « Fahrlehrer », der gültig ist für die auf dem Führerschein der Klasse G bezeichneten Klassen.

Die Gültigkeitsdauer des Führerscheines « Fahrlehrer », der in Ausführung der Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes ausgestellt wird, beträgt 5 Jahre für die Fahrer, die das Alter von

50 Jahren noch nicht überschritten haben und 3 Jahre für die Fahrer, welche dieses Alter erreicht oder überschritten haben.

Die vor dem 1. Juni 1966 ausgestellten Führerscheine der Klasse G bleiben noch bis zum 31. Dezember 1968 gültig, es sei denn, dass ihre Gültigkeitsdauer vor diesem Datum abläuft. »

Art. 27. Unser Minister des Verkehrs, Unser Minister der Oeffentlichen Arbeiten, Unser Tresorminister, Unser Aussenminister, Unser Justizminister, Unser Innenminister und Unser Minister der Bewaffneten Macht sind, jeder soweit es ihn betrifft, mit der Ausführung des gegenwärtigen Reglementes betraut, das am Ersten des Monates welcher seiner Veröffentlichung im Memorial folgt, in Kraft treten wird.

*Der Verkehrsminister und der
Minister der Oeffentlichen Arbeiten*

Albert Bousser

*Der Aussenminister, der Minister der
Justiz und der Tresorminister*

Pierre Werner

Der Innenminister,

Henry Cravatte

Der Minister der Bewaffneten Macht,

Marcel Fischbach

Palais de Luxembourg, le 13 mai 1966

Jean